

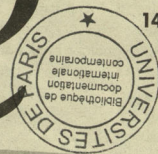
le monde libertaire

Hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente à l'Internationale des fédérations anarchistes

n° 1272
14 au 20 mars 2002

2 €

ISSN 0026-9433



Matraquage électoral



PREMIER MEETING de campagne de Jospin, jeudi 7 mars à Lille. Les sans-papiers avaient décidé de l'accueillir pour lui rappeler ses promesses d'ivrogne de 1997, abrogation des lois Pasqua et régularisation des sans-papiers.

Premier meeting, et déjà les matraques ont parlé. Ça commençait mal: environ quatre cents sans-papiers de Lille et de Roubaix ont été bloqués par la police à 500 mètres du lieu du meeting, afin de les empêcher de rencontrer le bon peuple de gauche venu écouter la bonne parole désormais sécuritaire et responsable de leur champion. Belle mobilisation d'un mouvement en pleine renaissance sur Lille. Quelques-uns d'entre eux avaient pu se faufiler jusqu'à l'entrée du meeting, où ils ont rencontré d'autres mouvements de luttes comme celui des hôpitaux psychiatriques de l'agglomération, en grève pour obtenir plus de moyens et un passage aux 35 heures décent. Ceux-ci ont pu constater d'étranges scènes à l'entrée du meeting: les vigiles retiraient des mains des spectateurs qui voulaient rentrer les tracts des hospitaliers en lutte et des sans-papiers.

Pendant ce temps-là, les sans-papiers attendaient vainement, en chantant leur colère, que les cordons de CRS qui les entouraient les laissent enfin accéder au meeting. Ce n'est pas la première fois que les sans-papiers lillois se heurtent à des policiers alors qu'ils tentent de s'approcher de réunions électorales. Martine Aubry leur avait déjà interdit l'entrée des siennes l'an dernier pour les municipales. Les sans-papiers avaient alors dénoncé ces procédés dignes du second Empire, quand les candidats qui plaçaient à Napoléon III bénéficiaient d'une protection policière contre la populace.

Au bout de deux heures de surplace, nous sommes donc repartis en manifestation à travers la ville. La police n'a pas dû bien faire son travail, ce soir-là, puisqu'elle n'a pas réussi à empêcher une nouvelle occupation des sans-papiers de Lille. Cette fois-ci, la cible a été la fac de droit, dans le quartier de Moulins, où ont réussi à s'engouffrer cent cinquante personnes avant que, dépitées, les forces de l'ordre n'arrivent.

Cela faisait plus d'un an que les sans-papiers lillois n'avaient pas réussi d'action de ce type. Mais il faut dire que la génération actuelle, création directe des lois Chevènement et du gouvernement socialiste, est particulièrement dynamique. Il est peu probable que la police se soit souciée de demander l'ordre d'expulsion auprès du président de la fac, car l'évacuation n'a pas trainé, et elle a été particulièrement violente. Pas de la part des sans-papiers, bien évidemment, mais de la police. On peut dire que les manifestantes et les manifestants ont été victimes d'un tabassage en règle. Près d'une trentaine de personnes ont été blessées, dont dix ont été hospitalisées par le SAMU.

Jospin se voulait un candidat responsable, prêt à mettre le paquet pour la sécurité des Français. Aurait-il donné un avant-goût, à Lille, de son programme de lendemain d'élection? Vivement le meeting de Chevènement!

Bertrand Dekoninck
groupe de Lille

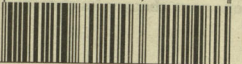
L'Élysée vaut bien une danse

- Les conseils de quartier, p. 4
- Déchets et pollution, p. 5
- La globalisation, p. 6
- Solidarité masculine, p. 7
- Voter, c'est abdiquer, p. 9
- Guerra le cinéaste, pp. 10-11



« Les statistiques sont formelles ; il y a de plus en plus d'étrangers dans le monde. » Pierre Desproges

M 02137 - 1272 - F: 2,00 €



FOP 2520

Vie du mouvement

Toulon

Tous les samedis le groupe Nada de la Fédération anarchiste tient une table de presse de 16 à 17 heures place du Mûrier (côté cours Lafayette) et une permanence au Café-lecture, 2, rue Baudin de 17h30 à 19 heures. Écrire c/o ACL, BP 5137, 83093 Toulon cedex <http://fatoulon.lautre.net>

Bordeaux

Vieille-Bourse : lieu alternatif, ouvert, militant et culturel. Depuis le 10 janvier, des organisations syndicales, des associations culturelles et des individus occupent ce bâtiment public classé monument historique, bradé par la mairie. Venez rencontrer le collectif d'occupation et faire vivre ce lieu légué en 1897 par la mairie aux travailleurs. Collectif pour un centre syndical, associatif et culturel à la Vieille-Bourse du travail, 42, rue Lalande à Bordeaux.

Judi 14 mars

Chalon-sur-Saône

Le groupe la Vache noire de la FA et le groupe libertaire organisent une réunion publique sur le thème de « l'éducation libertaire » en présence d'intervenants de l'école Bonaventure d'Oléron. À 20 heures à la maison des syndicats.

Vendredi 15 mars

Rennes

Le groupe la Commune de la Fédération anarchiste organise à 20 h, au

« Mondo Bizarro », 264, avenue du Général-Patton, un concert avec Shortcut (fast hardcore), les Rastapopoulos (drunk punk) et les Légumes (punkcore). Entrée : 5 euros.

Lille

Soirée de l'APU-Moulins pour la fin de la trêve hivernale. À 19h30, au Centre culturel libertaire, 4, rue de Colmar à Lille. Au programme : auberge espagnole (amenez à manger, et on partage...); expo « V'la Cochon qui déménage » sur les luttes du logement; expo « Qui sait lorsque vous sortez, ce qui se passe chez... » sur le quartier Moulins; présentation d'un « jeu de lois » coopératif; projection et débat autour de la vidéo « Toudi des toudis! ». Entrée libre.

Besançon

Réunion publique organisée par le groupe Proudhon « Bonaventure, 10 ans d'école libertaire ». À la librairie l'autodidacte, 5, rue Marulaz à 20h30.

Samedi 16 mars

Chambéry

Concert de soutien au groupe Acra-tie de la FA avec Rosemary (Chambéry), Less Kro (ska-punk de Lyon) et sound-system. À partir de 20h30 à Larsen, avenue des Chevaliers-Tireurs. Buvette, table de presse, etc. Entrée : 4 euros.

Marseille

Cycle de discussion autour du thème « Les quatre saisons de l'anar-

Agenda



chisme » par G. Roth. Second volet, « L'automne » Le déclin face au léninisme et au stalinisme. À 15 heures au local du Cira, 3, rue Saint-Dominique.

Nantes

Rassemblement contre le sécuritaire et les violences policières à l'occasion de la Journée internationale contre les brutalités policières, place du Commerce, 14 heures, à l'appel de la Fédération anarchiste, le Groupe accueil service promotion des immigrés(e)s (Gasprom), Libertaires unitaires Nantes estuaire (Lune), Scalp. Renseignements : 0671 537275.

Mercredi 20 mars

Paris

Les grévistes de McDo ont gagné et ont été réintégrés. Mais la décision des prud'hommes qui annule les licenciements a été contestée par McDo-Smolik qui a fait appel. Ce jugement se tiendra à 9 heures au tribunal de grande instance, place du Palais (M° Cité). Le collectif de solidarité aux salariés de McDo en lutte sera donc présent aux côtés des ex-

grévistes afin que la cour d'appel confirme le premier jugement.

Samedi 23 mars

Lille

À 21 heures, concert pop-rock au CCL, 4, rue de Colmar à Lille. Avec les groupes KungFu'77 (Bruxelles), Nutshell (Bruxelles), Theo Dei (Lille). Entrée : 5 euros.

Paris 18°

Réunion et débat : « Portraits de femmes dans le mouvement anarchiste (1880-1914) » avec Sophie Kerignard. À 15 heures, à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, Paris 18° (M° Blanche ou Abbesses). Entrée libre.

À 18 heures, action du RATP (Réseau pour l'abolition des transports payants). Rendez-vous au métro Barbès-Rochechouart.

Lundi 25 mars

Paris 7°

Ouverture de l'exposition sur Jules Grandjouan, qui se déroulera jusqu'au 15 juin. Présentation d'un siècle d'iconographie politique. Musée d'histoire contemporaine-BDIC, Hôtel national des invalides, 129, rue de Grenelle, Paris 7°.

Judi 28 mars

Lille

« Union sacrée sécuritaire: consensus politique et fantôme médiatique autour de la délinquance ». Confé-

rence du groupe de la métropole lilloise de la FA, à 19 heures au Centre culturel libertaire, 4, rue de Colmar.

Vendredi 12 avril

Paris 11°

Meeting « quelle alternative aux élections? Agir au lieu d'être, le délire sécuritaire... » à l'Ageca, 177, rue de Charonne.

ITINÉRAIRE GASTON COUTÉ

Vendredi 15 mars

Saint-Denis (93)

À 21 heures, au café-restaurant « Le P'tit Breton » (M° Basilique), 16, rue de la Légion-d'Honneur (tél: 01 48 20 11 58); soirée Gaston Couté avec Le P'tit crème et Bernard Gainier.

Samedi 16 mars

Meung-sur-Loire (45)

Au théâtre La Fabrique, 5, rue des Mauves (tél: 02 38 44 44 95): spectacle de Claude Antonini « Après vendanges », textes et chansons de Gaston Couté à 20h30. Entrée 13 euros, dérogation gratuite de vins de l'Orléanais.

Saint-Denis (93)

Soirée d'inauguration et de présentation de l'Itinéraire Couté au cinéma L'Écran (M° Basilique), 14, passage de l'Aqueduc (tél: 01 49 33 66 88). À 19 h, Vania Adriensens chante des textes de Couté accompagné à l'orgue de barbarie. À 20 h, projection du film la Belle Époque de Gaston Couté de Philippe Pilard en présence de l'auteur. À 21 h 15, spectacle avec la compagnie du tourne zinc.

Photos et illustrations : droits réservés

Directeur de publication : Jacques Toublet
Commission paritaire n° 0906 1 80740 - Imprimerie : Hebdo 1 (Bernay)
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977 - Routage 205 - Hebdo 1
Diffusion NMPP

BULLETIN D'ABONNEMENT

le monde
libertaire

Rédaction - Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Tél. : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé France	Étranger
3 mois 13 n°	☐ 20 €	☐ 32 €	☐ 27 €
6 mois 25 n°	☐ 38 €	☐ 61 €	☐ 46 €
1 an 45 n°	☐ 61 €	☐ 99 €	☐ 77 €

Abonnement de soutien : 76 €

Abonnement étranger : les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe bancaire exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP).

Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement)

(En lettres capitales)

NOM Prénom.....

Adresse

Code postal Ville.....

Pays

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

Éditorial

LA CAMPAGNE électorale atteint son rythme de croisière, et c'est le moment où, au lieu de tirer les bilans des mandats de leur législature ou/et présidence, nos politiciens nationaux tentent de nous gaver de belles promesses qui me font penser au Capitain Cap qui proposait l'extinction du paupérisme après 10 heures du soir. Sur tous les sujets, ils semblent avoir des réponses plus prometteuses les unes que les autres. Sauf qu'ils savent très bien qu'ils ne les réaliseront pas. Sauf qu'ils s'entendent tous pour ne pas poser les questions de manière à ce que le fond commun sur lequel repose leur système soit remis en question.

De l'autre côté du décor, les électeurs, qui savent eux aussi que les jeux sont truqués, assistent au spectacle et, passivement, ingurgitent les discours des uns et des autres en essayant d'y trouver des points de concordance avec leurs vécus et en assimilant les fausses réponses aux fausses questions posées. Samedi soir, au cours de la fête organisée par le CIRC et les Souris verts - sortes de louveteaux des verts - en solidarité avec les emprisonnés canabiques, tous les partis qui nous gouvernent depuis des années et des années, RPR, UDF, MDC, les Verts, les Jeunes socialistes sont pas-

sés à la tribune pour essayer de récupérer un électorat (plus de 5 millions de Français concernés par la consommation de drogues illicites), alors que la loi qu'ils ont pondue il y a trente-deux ans est toujours en vigueur. Et qu'ils n'ont, ni les uns ni les autres, tenté réellement de l'abroger, tant elle est utile à leurs fins coercitives, permettant de contrôler une population en la criminalisant. Cette loi de 1970, à l'époque où les études sur les drogues n'en étaient qu'à leur balbutiement et où la répression de leur usage était fortement liée à un ordre moral qu'il « fallait » préserver, est aujourd'hui complètement désuète et ne correspond même plus à l'ordre moral d'aujourd'hui. Mais derrière cette loi se cache toujours tout un tas de groupes de pressions, moralistes, religieux, répressifs et commerciaux. Pour eux, l'abrogation de cette loi ridicule non seulement est liberticide mais, de plus, dangereuse pour la société, en ce qu'elle empêche la prévention des risques. Cela signifierait en outre la fin de leur « fond de commerce ». En trente-deux ans, la société a considérablement modifié son regard sur l'usage des drogues quelle qu'elle soient (alcool, cigarette, chanvre, héroïne, neuroleptiques, etc.). Mais la loi, malgré les alternances de gouvernements et de présidences, les cohabitations dans tous les sens, elle, n'a pas changé. Comme quoi on ne peut pas compter sur les élections pour changer les choses.

Grève à la FNAC

Cher(e)s adhérents et client(e)s,

Depuis 24 jours, nos collègues des Champs-Élysées sont en grève. Ils revendiquent, à juste titre, un statut social identique à celui des autres Fnac, des augmentations générales de salaire, une prime de vacances, une prime de pénibilité puisque leur magasin est ouvert 7 jours sur 7 et jusqu'à minuit. La direction ne répond pas à ces exigences, affichant son mépris pour nos collègues et leur action.

Nous nous associons aujourd'hui à ce mouvement en faisant grève ici aussi car partout à la Fnac les salaires sont scandaleusement bas. Parce que partout à la Fnac nous voulons des augmentations générales.

À Fnac-Paris, le salaire d'embauche est au SMIC. Avec une dizaine d'années d'ancienneté, on gagne environ 1140 € par mois.

Nos négociations annuelles sur les salaires s'ouvrent sans que

la direction n'ait l'intention de proposer des augmentations générales qu'elle a supprimées depuis près de 10 ans. Résultat: nos salaires stagnent, notre pouvoir d'achat régresse...

La Fnac ex-agitateur culturel, prise en main par F. Pinault, agite aujourd'hui des chiffres, des résultats, des bénéfices... Sur l'avenue la plus prestigieuse du monde, la précarité est de mise et partout à la Fnac, le but de notre actionnaire est d'accroître la rentabilité de l'enseigne au détriment d'une politique sociale et commerciale satisfaisante pour le personnel et pour les clients.

En solidarité avec notre mouvement, nous vous remercions de ne pas effectuer vos achats aujourd'hui.

Paris, le 8 mars 2002

Les grévistes soutenu(e)s par l'intersyndicale Fnac Paris



L'UN des grands intérêts de la campagne électorale actuelle, et comme de toutes les autres d'ailleurs, est le regain de curiosité des impétrants à tout ce qui leur est complètement étranger. Eh oui, la vraie vie c'est dehors qu'elle est! La vision que peuvent en avoir les hommes d'État est considérablement déformée par les vitres fumées des limousines blindées. Fouler des tapis rouges, se carrer le cul dans des fauteuils, inaugurer des autoroutes et péter dans la soie, ne sont pas d'un grand secours pour la compréhension du vivant. À l'abri derrière leurs certitudes, protégeant leur pouvoir, leur boulot ne leur donne qu'assez peu d'occasions de prendre le métro en première. Certes, les fonctions de ces messieurs-là ne sont pas aussi caricaturales qu'il y paraît, mais les décisions qu'ils prennent pour notre bien, s'ils ne se les appliquent pas à eux-mêmes, ne font l'objet d'aucun recul et d'aucun examen sur leurs effets pervers, et il arrive même parfois qu'ils se prennent un effet boomerang assez spectaculaire.

En visite donc à Mantes-la-Jolie, Jacques Chirac s'est fait cracher à la gueule. Tout le monde a vu ça dans le poste. Quelques kids mal dégrossis grimés sur des voitures s'en sont donnés à cœur joie. Quelques bons vieux glaviots sur le costume anthracite, voilà qui est de nature à replacer les choses dans leur contexte. Ce juste retour des choses a quelque chose d'infiniment méprisant, et c'est tant mieux.

Si l'on peut légitimement douter des profondes motivations politiques de ce geste-là, il reste que son côté provocateur en dit long sur le profond sentiment d'exaspération des banlieues. Ces mêmes n'ont certainement fait ça que par dérision. Mais malin celui qui pourra récupérer ce geste à son avantage. Bien malin mais bien salaud aussi. La charge symbolique est suffisamment forte, qu'il n'y avait que ces mêmes mal embouchés pour le commettre. Personne parmi les oppositionnels radicaux n'en aurait eu l'idée et personne ne pourra être assez tordu pour en tirer un avan-

Cracher dans l'eau, ça fait des ronds

tage quelconque. Il n'est que de constater que le mépris du personnel politique dirigeant pour ses pauvres a connu cette fois-ci une juste vengeance. Les dames patronnesses déguisées en assistantes sociales ont dû en être toutes retournées. Ces choses-là ne se font pas! C'est immoral. Et pourtant le légitime plaisir éprouvé par ces mêmes avait quelque chose de jubilatoire. Le Gloupier travaille à la tarte à la crème, ceux-là aux mollards. Tout le mépris exprimé envers leur cible y trouve dans tous les cas une justification évidente. La suffisance, les coups tordus, l'impunité de cet individu sans scrupule pour accéder au pouvoir et sans aucune morale pour s'y maintenir a trouvé là sa juste récompense, j'allais dire sanction.

Comment imaginer un individu, truand notoire, chef de gang, un champion de l'impunité, chargé de faire appliquer et respecter la constitution, comment imaginer donc qu'il vienne nous bassiner avec des considérations sur la sécurité et l'application stricte de la répression? L'application dans certains endroits d'un véritable couvre-feu pour les mineurs, basanés et crépus de préférence, le renforcement de la vidéosurveillance, les semaines de prisons déversées à la louche pour des délits mineurs, toutes ces mesures concourent au renforcement de l'idée qu'une banlieue ça doit faire peur. À plus forte raison si elle est peuplée d'étrangers: cette population venue du Sud, chassée par la misère et venue ici trouver l'Eldorado des quartiers nord, le pays de Cocagne des Francs-Moisins et les baignoires avec les robinets en or des Minguettes.

Aucune justification donc, mais il reste que cette mise en garde qui

ne veut pas dire son nom pourrait bien être annonciatrice de plus grands dangers pour les institutions. Le mépris, l'indifférence et la répression n'ont jamais été de nature à calmer un jeu quelconque.

Loïn de nous l'idée de légitimer le rôle de nos dirigeants en se désolant que leur fonction fasse l'objet de tant de railleries. C'est pourtant bien la nature de leur rôle qui génère de tels comportements. Ce mépris affiché pour Chirac, pour sa réputation envahissante de truand de haut vol, c'est aussi le terreau de l'extrême droite. Un pour tous et tous pourris, on a déjà entendu ça. L'abstentionnisme n'a jamais été que le fait des seuls militants anarchistes, ça se saurait depuis longtemps. S'il est vrai que la tentation est grande de tourner le dos à toutes ces pratiques, c'est à la réinvention d'une vie sociale égalitaire à laquelle il faut prioritairement nous atteler. Certains discours dans l'air du temps peuvent paraître sympathiques, mais l'utopie n'est-elle pas de penser qu'un processus électoral puisse apporter le bonheur? À cet égard, si spontanés qu'ils aient pu être, les crachats sur le président de la République, montrent bien que ces jeunes-là ont bien compris l'essentiel: ce n'est pas par la loi électorale que viendra l'émancipation. Ils traduisent par des glaviots ce que nous écrivons derrière des ordinateurs mais les messages se ressemblent.

Imagination au pouvoir, disions-nous en 68, d'autres écrivaient qu'un crachat n'avait jamais sali le drapeau noir et que le seul contact avec le cadavre du pouvoir en ferait une loque corrompue. Cette provocation plus que trentenaire est bien toujours d'actualité. Il est grand temps d'oser autre chose...

Jipé



Paroles d'élu

« **N**OTRE PROBLÈME, ce n'est pas les étrangers, c'est qu'il y a overdose. C'est peut-être vrai qu'il n'y a pas plus d'étrangers qu'avant la guerre, mais ce n'est pas les mêmes, et ça fait une différence. Il est certain que d'avoir des Espagnols, des Polonais et des Portugais travaillant chez nous, ça pose moins de problèmes que d'avoir des musulmans et des Noirs. »

« Comment voulez-vous que le travailleur français qui travaille avec sa femme et qui, ensemble, gagnent environ 15 000 francs, et qui voit sur le palier à côté de son HLM, entassée, une famille avec un père de famille, trois ou quatre épouses, et une vingtaine de gosses, et qui gagne 50 000 francs de prestations sociales, sans naturellement travailler... si vous ajoutez le bruit et l'odeur, eh bien, le travailleur français sur le palier devient fou. Et ce n'est pas être raciste que de dire cela. »

Jacques Chirac
le 19 juin 1991

Les conseils de quartier :

démocratie participative ou poudre aux yeux ?

LE TERME de « démocratie participative » est désormais planétaire comme l'a démontré la ruée des candidats pour le Forum social mondial de Porto Alegre au Brésil. Il est utilisé aussi bien par la Banque mondiale et le FMI qui préconisent par ailleurs la privatisation et la capitalisation des services publics, que par les dispositifs « participatifs » contrôlés et instrumentalisés par les élus, voir la loi Vaillant en France qui prévoit des conseils de quartier. Dans la campagne actuelle pour les présidentielles, nos politiciens de droite et de gauche glosent sur ce thème, et chrétiens progressistes, marxistes modernes et certains écologistes nous proposent sur ce thème d'améliorer la consultation et l'information des citoyens sur des décisions qu'ils auront déjà prises. Les dernières élections municipales pourtant présentées comme le havre de la participation des « citoyens » à la démocratie locale ont, par le taux d'abstention record, été généralement désastreuses pour les équipes municipales en place comme pour le suffrage universel. Elles ont été le détonateur d'un engouement pour la « démocratie participative » qu'on aurait pu penser intrinsèque dans une « vraie » démocratie. Le gouvernement, à la hâte, sans véritable concertation, déposait en juin 2001 un projet de loi sur la démocratie de proximité et les élus locaux, affolés par les résultats, multiplièrent les gadgets. Ce texte actuellement en navette entre les deux assemblées est tellement prévisible qu'il en est grotesque. Pour l'essentiel, il prévoit d'institutionnaliser les conseils de quartiers dans les villes de plus de 20 000 habitants, instance émergente sur le terrain. Pour l'accessoire, il prévoit des transferts de compétences qui vont encore plus complexifier le tissu local des territoires et les compétences croisées.

Ce projet de loi conduira-t-il les habitants à prendre conscience des besoins de la ville ?

Non, au contraire, les habitants sont ramenés au quartier, et le dispositif tel qu'il est actuellement présenté, conduit tout naturellement à une concurrence entre les quartiers. Il est curieux au moment où les nouveaux contrats de ville ont montré la limite de l'enfermement sur un territoire avec risque de stagnation, au moment où l'on parle de transversalité, au moment où l'on découvre l'interpénétration du local et du global, de se retrouver avec une proposition de texte simpliste qui fait l'impasse sur la complexité de la vie urbaine. En fait, les habitants doivent se can-

tonner « aux questions concernant les affaires du quartier ». Pourtant, parler par exemple des questions de dessertes de bus, d'un réseau de tramways qui font partie du plan de déplacement urbain ou de la création d'une halte-garderie qui intéresse la politique petite enfance de la mairie ne sont-elles pas aussi des problèmes qui répondent aux besoins des habitants ? Vouloir faire croire que la politique municipale se découpe exclusivement quartier par quartier est contraire à la prise de conscience politique de l'intérêt général. Curieusement la question des décisions prise dans les structures intercommunales par les habitants lorsque ces dernières concernent leurs conditions de vie quotidienne, n'est pas abordée, comme si ce transfert de compétence vers ces structures n'existait pas. Certes la commune est le référent, mais prévoir que l'interlocuteur est l'adjoint chargé du quartier, alors que les décisions se prennent dans les communautés d'agglomération sans contrôle par consultation des habitants, c'est se moquer du peuple. On risque de se retrouver dans le cas de figure où l'adjoint chargé du quartier sera amené à déclarer son impuissance face aux habitants et à entériner passivement des décisions prises à l'échelle intercommunale ; ce qui aurait comme effet immédiat de nous dégoûter encore plus. Quelle drôle de démocratie ?

La loi Vaillant contribue-t-elle à favoriser « la participation des habitants à la vie locale » ?

Au préalable nous devons constater que depuis quelques années on assiste à un double mouvement contradictoire :

- D'une part, celui d'un nombre de plus en plus important de personnes qui ne croient plus qu'elles peuvent agir sur leur devenir et qui, en conséquence, se désintéressent de la chose publique et s'abstiennent lors des consultations électorales.

- D'autre part, l'émergence d'une forte revendication portée par des personnes regroupées en associations, syndicats et autres, qui n'admettent plus que les décisions affectant leur condition de vie soient prises sans qu'elles puissent intervenir. Cette aspiration dépasse largement le cadre français et s'exprime dans de multiples domaines et plus particulièrement la sécurité alimentaire, la prévention de l'environnement, l'emploi, les conditions de travail et, bien sûr, la vie dans la cité.

Cependant, celui-ci reflète les deux faces d'un même besoin : ne pas être constamment en état de

subir des décisions prises dans le secret par ceux qui ont le pouvoir et avoir la maîtrise de son environnement. Cette aspiration, qui vient de la base, se heurte aux oligarchies étatiques sous la coupe du capitalisme et de la loi du marché.

Ceux qui sont essentiellement visés par la loi Vaillant sont « les personnalités représentatives des habitants et des associations locales ». Ce sont eux qui sont appelés à composer les Conseils de quartier et qui siègeront auprès des élus. Ce n'est pas le Conseil de

mairie. Les conseillers municipaux siègent dans le conseil de quartier, les représentants des habitants sont désignés par le maire, et enfin le conseil est présidé par l'adjoint chargé du quartier. La présence d'élus dans les conseils ne nous semble pas souhaitable pour garantir l'autonomie et l'indépendance de la société civile. Qui mandate ces personnalités désignées ? Il n'est nullement question de renforcer la démocratie de base ! Ces dispositions ne peuvent faire ni émerger, ni progresser la mobilisation, l'implication et l'organisation des habitants.

Il faut inverser complètement le processus d'élaboration des décisions pour que nous restions responsables et maîtres de notre vie et de notre avenir.

quartier tel qu'il est proposé qui va entraîner une réelle implication de l'ensemble des habitants. Bien au contraire, cette proposition risque d'accentuer sur le quartier la coupure entre ceux qui se sentent concernés et les autres. Les uns seront en quelque sorte « notabilisés » par une reconnaissance institutionnelle et deviendront un nouveau lobby de la politique locale. Les autres seront rejetés dans l'exclusion et l'anonymat. Comme nous l'avons déjà dit, ce projet de loi a été réalisé dans le but de lutter contre l'abstention. Pourtant il ne prend pas en compte les multiples analyses faites à la suite des dernières municipales et qui ont insisté sur son caractère populaire et la surreprésentation des classes d'âge jeunes. La population se sentira-t-elle plus concernée et mobilisée alors qu'elle n'est pas invitée à ces conseils ?

Il faut participer, mais à quoi ?

Dans ce versant « participatif » communal et urbain, ce projet de loi verrouille d'emblée les possibilités de prise de responsabilité ou du moins de réflexion de quartier commune. En effet, les conseillers de quartier, nommés par le maire, seront présidés par un(e) élu(e) municipal(e). D'emblée, les députés qui sont aussi ici les représentants des collectivités lorsqu'ils légifèrent sur ces matières, prennent soin de placer leur pion sous le contrôle et dans l'orbite du

Pour une gestion directe de nos communes

Ce projet de loi est loin de répondre à nos principes de gestion communale¹ qui supposent :

- Le fédéralisme, agent de coordination en remplacement de l'État, agent de coercition du capitalisme ;
- Des assemblées générales souveraines ;
- Le mandatement impératif des délégués ;
- La révocabilité des délégués élus ;
- Des comités de culture par thèmes transversaux (culture, éducation, transport, etc.) ;
- Une socialisation des services dont les décisions sont prises par un collège comprenant des représentants, des usagers, des habitants de la commune et des travailleurs de ses services.

L'utilisation du terme de « gestion directe » indique clairement qu'il faut inverser complètement le processus d'élaboration des décisions pour que nous restions responsables et maîtres de notre vie et de notre avenir.

Michel Sahuc
groupe La Sociale,
Montpellier, CGT Santé

1. Voir « Gestion directe de nos communes » du groupe Louise-Michel, supplément au *Monde libertaire*, n° 1228 de janvier 2001.

Un conseil de quartier à Ivry



Sans caméra ni ticket, on circule librement sur la ligne 14

VENDREDI 1^{er} mars, à 13 heures à l'appel du Réseau pour l'abolition des transports payants et de « Souriez, vous êtes filmé(e)s », plus d'une centaine de personnes ont investi les stations Pyramides, Gare-de-Lyon et Bercy. L'objet de l'action était de s'opposer à deux projets sécuritaires, Navigo et Prismatic, menés actuellement par la RATP. Deux projets pour lesquels la régie de transports s'était vu décerner dans l'après-midi un « Big Brother award », lors d'une cérémonie où une vingtaine de personnes s'était réunie devant son siège (faute d'être reçu).

Le premier nommé Prismatic vise à coupler les caméras à un logiciel informatique pour détecter tout comportement déviant. Une partie des militant(e)s s'était masquée pour se cacher des caméras, certain(e)s distribuaient des tracts vêtu(e)s de combinaisons et de masques blancs ; d'autres ont bloqué l'œil de la caméra à l'aide de sacs poubelles.

Le projet de la carte Navigo, qui permettra de tracer le moindre de nos déplacements dans les transports, a été aussi pointé du doigt par la distribution de tickets « zéro franc, zéro fraude » parodiant ceux, de la RATP. Divers happenings visant à faire de l'espace RATP un lieu festif ont eu lieu, rappelant que la RATP est un service qui appartient au public.

Au-delà des projets de la RATP, les militant(e)s entendaient dénoncer les logiques sécuritaires des transports en commun, entravant plus que jamais la liberté de circulation de toutes et de tous. L'action menée par le Réseau pour l'abolition des transports payants et « Souriez, vous êtes filmé(e)s » s'inscrivait dans le cadre du Forum insoumission et désobéissance.

Par cette action inédite (masquage systématique des caméras), il s'agissait également de démontrer le passage à un niveau supérieur de la lutte contre la vidéo-surveillance. Le fait que cette action ait été coordonnée avec cinq autres villes (Nancy, Toulouse, Lyon, Alençon, Reims) nous renforce dans cette conviction (troisième initiative coordonnée en un an).

La lutte continue !

Souriez, vous êtes filmé(e)s
et
Réseau pour l'abolition
des transports payants

Le bon air de la montagne

A PRÈS Lille, il y a quelques années, c'est au tour de l'incinérateur de Gilly-sur-Isère, à côté d'Albertville en Savoie de faire parler de lui. Depuis dix-sept ans, ce « barbecue » crache ses saletés toxiques dont les fameuses dioxines. Depuis dix-sept ans, les riverains les ont donc inhalées et ingérées.

Pourtant nombreux sont ceux qui s'étaient inquiétés, alertant les « responsables » sans succès. L'usine n'était pas aux normes, comme à Lille, comme ailleurs. En effet, le ministère de l'Environnement reconnaît qu'il existe quarante-deux autres usines de ce type en France, qui intoxiquent les êtres humains vivant à leur proximité.

À Gilly-sur-Isère, le scandale a fini par éclater grâce à un ancien élu d'une commune voisine, touché dans son intégrité physique et psychologique par le cancer. Comme bien d'autres, d'ailleurs, car les dioxines provoquent le cancer. Cette personne a finalement obtenu que des analyses soient effectuées. À la vue des résultats catastrophiques le préfet a, enfin, fait fermer l'usine en octobre dernier. Et, depuis, la colère monte. L'association ACALP (association citoyenne active de lutte contre les pollutions) s'est constituée et a décidé de porter plainte pour empoisonnement; des troupeaux contaminés ont été abattus, des réserves de foin doivent être détruites. (par incinération?)

Là encore, responsables politiques et administratifs ont été en dessous de tout. Une seule loi prévaut: le profit au détriment de la santé publique. Comme dans l'industrie nucléaire, on retrouve l'opacité, le mensonge, le secret. L'arrogance des responsables face à des gens malades ou susceptibles de le devenir touche à l'indécence. L'ACALP est animé en partie par des femmes allaitant ou qui ont allaité leurs enfants. Elles ont l'effroyable sentiment de les empoisonner. Leur détresse quand elles sont renvoyées vers leurs médecins généralistes, complètement incompétents en la matière, et ceci pour obtenir des infos concernant l'analyse de leur lait est incommensurable. Médecins

généralistes et pédiatres n'ont aucune connaissance en matière d'effet des dioxines sur la santé.

Rappelons, pour la petite histoire, que certaines dioxines furent utilisées par les Américains au Vietnam, comme dans le fameux « agent orange » déversé sur les forêts et empoisonnant les populations. Certains spécialistes connaissent donc très bien les effets de ces saletés...

Le capitalisme tue

Ce qui reste sur, c'est que bon nombre de femmes ont, dans le lait, un taux de dioxines qui dépasse les normes admises, les dioxines se concentrant dans la chaîne alimentaire, on peut s'attendre au pire. La médiatisation de l'affaire a été relativement discrète et, là encore, comme dans le nucléaire, les victimes se retrouvent confrontées à la lâcheté, à l'hypocrisie et à la malhonnêteté des responsables. Il ne s'agit pas ici d'une banale affaire de scandale financier, il s'agit de vies humaines, et les profiteurs et leurs amis n'en ont rien à faire: le capitalisme tue.

Une étude épidémiologique menée autour de Besançon dans le Doubs a été publiée aux États-Unis (pourquoi là ?) révèle une augmentation des cancers de l'ordre des 30 %. L'horreur dans toute sa splendeur!

Quand on sait que quarante-deux autres « barbecues » de ce style crachent leurs saletés, on a du mal à imaginer l'ampleur de la

catastrophe liée à la filière « incinérateurs ». Mais pourquoi cette filière?

Les capitalistes qui dictent leur loi imposent une quantité de déchets de plus en plus importante, dont on ne sait que faire, mais qui représente, sous couvert de valorisation, un business considérable. Cette formidable source de profits est aux mains de groupes tels que Vivendi, Bouygues, EDF. Le commun des mortels a du mal à imaginer ce genre de commerce; par exemple, sur la route, un camion sur trois transporte des déchets! La filière incinérateur produit de la chaleur et de l'électricité, mais à quel prix?

C'est une source de profit facile. Pas besoin de collecte sélective, pas besoin de déchetteries, pas besoin de recyclage, pas besoin de compostage, on valorise au mieux... en faisant crever les gens!

Et pourtant les solutions existent: consommer d'abord moins et autrement, mais pour cela il faut d'abord produire autrement. Utiliser des produits réellement recyclables, supprimer les emballages et les sur-

emballages. Cesser de produire des toxiques et ne produire que des « éco-produits » accessibles à tous. Tout cela demande une gestion sociale et sanitaire prenant en compte la vie humaine, mais qui ne compte guère dans notre système capitaliste. Une fois réduite la production de déchets, il faudra envisager la gestion du reste par la collecte sélective, le tri, le recyclage réel et le compostage, avec production de bio gaz, des 30 % de notre pouille composée de déchets organiques etc.

Comme pour tout il est nécessaire de nous occuper de cette question: c'est de nos affaires dont il s'agit. Partout où existent des incinérateurs, mobilisons-nous pour exiger d'abord des analyses et à court terme une autre gestion de nos déchets.

Groupe Acratie
Chambéry



« Élimination » des déchets par incinération ?

PETIT EXEMPLE. Soient dix tonnes de bois que l'on transforme en papier. Après usage, ce papier se retrouve dans un incinérateur. Sa combustion produira les mêmes déchets que celle de dix tonnes de bois, ce qui n'est pas gênant. Mais ce papier a subi des traitements: glaçage, blanchiment... qui viendront ajouter d'autres substances dans les flammes. S'il est imprimé avec des encres contenant des métaux, ceux-ci se retrouveront en sortie, soit dans les cendres, soit dans les fumées dispersées dans l'air, soit dans les crasses de dépoussiérage des fumées. Mais leur dangerosité n'est pas réduite par le feu, elle est seulement camouflée.

À propos des normes de pollution

Celles-ci sont déterminées en fonction du surcoût que provoque leur application, pas en fonction de leur nocivité. Les rejets autorisés sont exprimés en grammes par tonne de fumée. Il suffit parfois d'envoyer un mètre cube d'eau, pesant une tonne, pour pouvoir rester dans la norme. En raison de la vapeur d'eau, la fumée sera plus blanche, ce qui inquiète moins les populations environnantes, bien plus sensibles aux fumées noires...

Les anarchistes fédéré(e)s critiquent Ils proposent aussi...

LE PROBLÈME est global et ne peut se résoudre uniquement par le civisme des habitants, la bonne gestion des communes ou le savoir-faire des industriels. Au fond est posée la question de la production forcée de produits polluants et suremballés pour des raisons strictement commerciales. Bref, de la prépondérance du profit sur les besoins, qui engendre gaspillage et nuisance.

La charge financière de la gestion des déchets revient aux usagers. Mais qui génère les déchets, les emballages obsédants à des mécanismes liés à la publicité, à la séduction ? Il est logique de faire porter l'effort financier sur les industriels, principaux décideurs des produits proposés aux consommateurs et aux consommatrices. Les taxes sur la pollution déjà proposées ici ou là, en s'intégrant aux coûts de production, ne règlent rien sur le fond.

S'interroger sur sa propre alimentation ne peut plus être évité. Or, le boycott de certains produits est difficile et parfois coûteux, d'autant que rares sont ceux qui peuvent se permettre de consommer 100 % bio. Il faudra bien s'en prendre un jour à la question sociale

entière et redonner sens à l'égalité sociale.

Si la population doit apprendre à consommer autrement et à trier ses déchets, les communes doivent organiser un recyclage réel des déchets réutilisables: trop souvent les déchets triés sont stockés, mis en décharge ou partent à l'incinérateur; trop rarement une collecte sélective au porte-à-porte est organisée, et les déchets collectés réellement recyclés. C'est pourtant la seule façon de rassembler le maximum de déchets triés à la source.

Pour faire plier les industriels, comme pour une gestion communale des déchets respectueuse de la population, ne comptons pas sur les élus ou leurs partis politiques, ni sur les différentes instances censées être compétentes en matière de gestion des déchets. Le principal levier pour faire pression est entre nos mains. Comme pour l'eau, les cantines scolaires, etc. confiées trop souvent aux appétits du secteur privé, il s'agit de recollectiviser la gestion des déchets. Non pas pour renforcer le pouvoir de quelques hobereaux locaux, mais bien pour organiser ces services au mieux des intérêts de la population, par une action collective par les habitants eux-mêmes et

les travailleurs de ces services. Et dans ce domaine, tout ou presque reste à faire.

Nous pensons que le traitement des ordures ménagères peut et doit se faire sans incinération, source de trop nombreuses nuisances. Ce choix est imposé par les intérêts industriels et cautionné par l'État. Même la façon actuelle de recycler est souvent contestable à cause de la recherche d'une rentabilité maximale. Polluer et dépolluer sont les deux faces d'un même processus productiviste, nécessaire à l'économie capitaliste.

Malgré l'opposition croissante de la population, les « décideurs », élus locaux, préfets et ministères, ne tiennent pas compte des arguments avancés par les opposants à l'incinération des ordures ménagères: coût croissant et élevé, multiplication des nuisances, dépassement des normes et non-respect des réglementations, investissement lourd au détriment de l'organisation du tri-recyclage. Cet écart entre élus et citoyens souligne encore une fois que les électeurs n'ont plus de prise sur leurs « représentants », une fois ceux-ci en place.

Union régionale de Bretagne de la Fédération anarchiste

**Le monde
n'est pas à vendre**

DU 18 AU 22 MARS de cette année se réuniront dans la ville de Monterrey, Mexico, diverses organisations internationales convoquées par l'ONU, et parmi lesquelles il y aura le FMI, la Banque mondiale (BM), l'OMC et l'Organisation internationale du travail (OIT), mais également des chefs d'État et de nombreuses ONG, complices de la rencontre. Les responsables directs des problèmes de l'humanité prétendent nous parler de solutions dans de grandes déclarations qui font du bruit et qui se traduisent dans la réalité de façon drastique dans les indices de misère et l'état écologique du monde qui empire. Et avec tout cela nous serons des milliers de travailleurs à payer les conséquences directes de leurs « solutions de marché ». Cette rencontre a été appelée : « Forum pour le financement du développement ». La question reste en suspens : qu'est ce qu'ils appellent le développement ? Le discours utilisé actuellement par les défenseurs de la globalisation rentre dans le cadre de ce vieux dicton : « Le langage n'est pas innocent ». La discussion sur le financement du développement n'aborde, ni n'aborde sa propre nature d'exploitation, ou une solution pour les pauvres de ce monde. Un nouveau sommet ainsi appelé « Financement pour le développement » ressemble chaque fois davantage à une expression de la novlangue que George Orwell expose dans son célèbre roman, *1984*. Les raisons sont multiples ; on parle de développement, mais on n'y observe nulle part la thématique sociale, ni le peuple, ni ses besoins.

Alors de quel développement parle-t-on ? La logique est toujours la même, l'avenir de la société est entre les mains des États et des transnationales ; quand la faillite de cette tendance a été démontrée historiquement. Dans le forum en question, les principaux maîtres du monde se donneront rendez-vous avec les représentants de leur politique. Le groupe du G8, les USA à leur tête, continue à imposer sa politique, et le FMI, la BM comme l'OMC ont suivi fidèlement le consensus washingtonien : « privatisation, dérégulation, stabilité macroéconomique et restriction de budget ». La preuve de cela, ce sont les points qui seront abordés au cours de la conférence : « la mobilisation des ressources financières, inversion étrangère, ouverture aux marchés et coopération financière internationale ».

Ce à quoi les organisations sociales commencent à répondre devant l'événement qui s'annonce à Monterrey ; parmi elles la « Coordinadora Apoyo Mutuo », qui manifeste le plus absolu refus du sommet, et devant ce qui s'annonce et proclame avec son slogan : « Nous ne voulons pas de main tendue, bas les pattes ! » Monterrey

Une grande usine appelée Globalisation

La coordination mexicaine « Apoyo mutuo » (entraide) appelle les organisations, groupes et individus à s'opposer à la rencontre du Forum pour le financement du développement prévue du 18 au 22 mars 2002 à Monterrey, Mexico. La coordination appelle à manifester devant les ambassades mexicaines pour exiger que ce sommet ne se réalise pas. « Puisque l'exploitation est globalisée, notre lutte aussi », disent ces camarades. Point de vue d'un membre de cette coordination.

ne fut pas choisi par hasard par l'ONU. Car c'est la capitale de Nuevo León, où se trouve également la commune de « San Pedro Garza García », le berceau des grands entrepreneurs de Mexico, responsables d'une grande quantité de misère dans le pays. A cela nous ne pouvons oublier le coût que représentera cet événement, dont les 6000 millions de dollars investis par l'État, plus les dépenses non déclarées officiellement, comme l'achat d'armes et d'équipement anti-émeutes des corps de sécurité. Autant de pistolets, fusils tirant des balles de caoutchouc et tanks anti-émeutes sont une partie du festin avec lequel la police prétend recevoir celui qui va user dire quelque chose contre les assassins du monde. Ironiquement, le gouvernement local ressort comme mécanisme d'intimidation des tanks anti-émeutes, spécialement l'achat

auquel on a donné le nom de : « l'ours ».

Du plomb, tirs de balles de caoutchouc, gaz lacrymogènes, 3000 militaires vont défendre cet événement avec environ 6800 éléments policiers, ainsi qu'un discours manipulateur de la part de la presse officielle pour maintenir la renommée de la réunion, attendent les manifestants.

Tant la presse nationale que l'internationale sont restées prudentes à donner des informations à propos de la rencontre de l'ONU. Et, d'un autre côté, nous nous heurtons avec des protagonistes de premier plan, personnes et groupes, qui disent faire partie du mouvement anti-globalisation et qui condamnent déjà quiconque ne veut pas suivre le jeu étatique. Quand on parle de développement, on ne prend pas en compte la hausse des impôts que paient tous les

habitants de Mexico. La cruelle réalité est cachée, les politiques économiques du gouvernement local et national ont généré à Monterrey, Mexico et dans le reste du monde, un niveau de misère et ils veulent nous faire croire que c'est parce qu'on ne laisse pas le capitalisme se développer pleinement. Ce cynisme s'impose aux personnes que l'on est en train de déplacer des zones proches du lieu du Sommet. Ils ne sont pas au bout de leur peine.

Le profil d'un assassin

C'est pour le 21 mars que l'on espère la venue de Georges W. Bush, ce qui aura un impact aussi important que l'arrivée de Cortés sur les terres mexicaines. Le coupable actuel de milliers de morts en Afghanistan, en Irak et complice du massacre du peuple

palestinien, prétend continuer sa politique avec des armes et au nom du combat contre le terrorisme, sans voir ce qu'il y a de terroriste dans sa politique. Autant le TLC que le Plan Colombie ont montré un effet inversé de ce qui fut pronostiqué. Cette image de bien-être et de sécurité du discours du président nord-américain, les peuples ont su très bien le comprendre, avec des morts, des drogues et la faim, qui ont été la réalité avec laquelle les peuples ont vu la volonté de ceux qui « ont voulu leur tendre la main ». Nous, peuples du monde, devons commencer à comprendre que la charité n'est pas la solution à nos problèmes, mais que la solution réelle se fera à travers une juste distribution de la richesse du monde. Ceux qui veulent nous parler de solutions que sont les organismes internationaux, continuent à

appuyer des projets comme la répression Chalco au Chili, qui dépossède des milliers d'indigènes Mapuches de leurs terres, financent des projets de fils électriques entre Venezuela et Brésil, où l'ethnie Pémon souffre des conséquences du capital. Sans parler des indigènes de Colombie, d'Équateur ou du Pérou, qui sont dépossédés de leurs terres pour cause d'exploitation de gaz naturel.

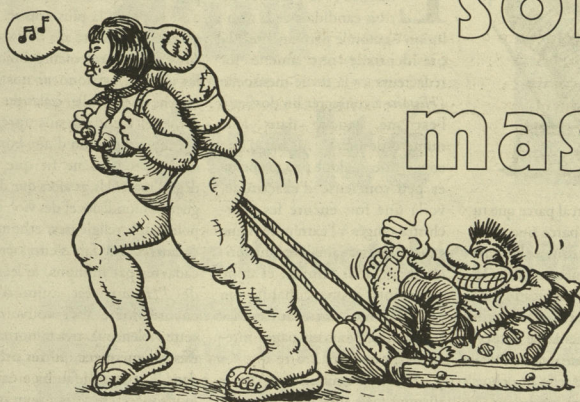
Et c'est cela que l'on a appelé développement ? Les peuples ethniques l'ont très bien compris à présent. Basta, nous ne voulons pas nous asseoir à une table avec des assassins. Il est impossible de croire que ceux qui ont maintenu le monde dans une crise constante aient bénéficié des grandes sociétés capitalistes veulent y apporter des solutions. C'est pour cela que son

inefficace système économique a été aussi bien défini. Le peuple argentin l'a bien dit dans son soulèvement : « Assez de la faim ! » La rue est au peuple, et ils l'ont montré. Le peuple vénézuélien eut un destin similaire en 1989 quand, à partir de mesures dictées par le FMI, on augmenta les prix de l'essence et le taux de marge. Depuis, les choses n'ont pas beaucoup changé, tant en Équateur qu'en Bolivie et, pour contrepartie de ses besoins et de ses protestations justes, le peuple a reçu des balles. Peut-être que l'on n'a pas compris que le peuple n'a pas besoin de balles mais de nourriture, de liberté et de justice. La situation se répète à nouveau, les politiques d'ajustement et de privatisations que le FMI et la BM imposent (ce dont les gouvernements et les patrons sont complices) ne sont pas des solutions mais une guillotine qui fait mourir au moins un être humain chaque minute dans le monde. Selon Jean Ziegler, pour l'année 2000, 36 millions d'êtres humains mouraient de faim, ou de ses conséquences immédiates. Pourtant, l'OMC parle de libre marché, avec une pratique protectionniste de la part des principales firmes mondiales à travers des « droits de propriété intellectuelle », alors qu'en Afrique, dans une partie importante de l'Asie et de l'Amérique latine on souffre par manque de médicaments et d'aliments quand l'OMC et sa politique ont négligé ces besoins.

Nous ne pouvons parler de libre marché tant qu'il n'existe pas un échange juste, encore moins une distribution équitable ; ceci serait demander beaucoup au capitalisme. L'OMC défend un « libre marché virtuel » qui est seulement le monopole de peu d'entreprises. Selon un article publié sur le Web par Mark Weisbrot intitulé « Le protectionnisme des pays riches met l'OMC sur une voie rapide », l'auteur exposait : « Les conséquences de vie ou de mort de ce protectionnisme sont devenues des évidences au cours des dernières années comme lorsqu'on découvrit que les médicaments contre le SIDA, qui maintiennent les gens vivants aux États-Unis pour 10 000 dollars par an, sont disponibles sous leur forme générique pour moins de 350 dollars. À trois reprises au cours des trois dernières années, la position honteuse du gouvernement des États-Unis au niveau international et des compagnies pharmaceutiques les ont obligés à abandonner les tentatives d'empêcher que de tels médicaments génériques arrivent aux peuples des pays en voie de développement – dans lesquels quelque 36 millions d'habitants souffrent du VIH. Des cas comme cela sont communs au monde entier, mais rien de cela ne serait possible sans l'aide aveugle de chaque gouvernement qui a des intérêts économiques directs avec ces organismes. Tant l'alimentaire, la santé que l'éducation



Vers une autre solidarité masculine



Il y a quelque temps j'ai reçu le message suivant :

« Une femme m'a parlé d'un groupe non mixte d'hommes. Cela m'intéresse beaucoup, depuis peu de temps je prends conscience de ma position de dominant et cela m'in-supporte énormément. Mais je ne sais par où débiter cette déconstruction, cela me rend malade. Me dire que quoi que je fasse, je suis de fait un oppresseur est difficile. Je veux détruire totalement ce statut, le plus rapidement possible, même si je sais que c'est quasiment impossible. Après avoir discuté avec quelques camarades hommes de ce sujet pour voir s'il y aurait possibilité de faire des réunions non mixte, cela ne paraît pas évident et je n'ai pas envie d'attendre.

Comment ne pas culpabiliser, c'est atroce. Le plus dur, en fait, est de ne pas savoir ce qui fait l'oppression. Qu'est-ce qui dans mon comportement amène de fait une situation de domination ? Lorsque j'ai compris que tout ce que je fais, dis, mes comportements, mes schémas de pensées, d'imagination, la manière de manger, de dormir, d'aimer, de me ronger les ongles. Tout, tout, tout. Que, malgré tout, je suis un mec. Je flippe un max.

Peux-tu me venir en aide ? »

Voici ma réponse, retravaillée et corrigée, toujours incomplète

TU VIS dans une société basée sur la domination et l'exploitation. Une des formes de domination est le patriarcat. C'est une des pires manifestations de domination, puisqu'elle est présente partout. Elle introduit l'apprentissage et l'habitude de la domination. Elle fait dominer une moitié de l'humanité par l'autre.

La culpabilisation peut être la première étape d'une prise de conscience. Il faut dépasser ce stade et passer à l'action. Tu es de sexe masculin, ça, tu n'y peux absolument rien, ton genre est masculin, c'est ton éducation. Pour paraphraser Simone de Beauvoir : « On ne naît pas homme, on le devient. »

De sexe/gendre masculin, tu fais partie des dominants. Tu es un individu, tu as un certain degré de liberté, tu peux refuser la domination et certaines de ses manifestations ; pour d'autres, tu ne peux que peu de chose. Par exemple, que

peux-tu faire contre la frayeur d'une femme seule qui te croise dans la rue la nuit ? Essayer de surveiller ton regard, ne pas la dévisager, mais aussi ne pas fuir celui de cette femme, garder un regard neutre... Mais cela n'effacera pas la première réaction de peur de cette femme.

Tu n'es pas responsable des viols, de la prostitution, des violences domestiques, des salaires inférieurs. Est-ce à dire que tu peux t'en laver les mains ? Non, bien sûr ! Mais culpabiliser ne sert à rien, sauf à se justifier inconsciemment, l'idée catholique de confession. Plutôt que culpabiliser il faut agir, agir sur soi, essayer d'agir sur son entourage, agir sur la société... En un mot, militer.

La comparaison, qui est loin d'être parfaite, avec la colonisation peut aider à comprendre. Les peuples colonisateurs, et surtout les membres des classes dominantes, ont opprimé le colonisé(e)s. Que devaient faire celles et ceux qui tout en appartenant au groupe dominant refusaient cette oppression ? Si ces personnes n'avaient fait que culpabiliser, les choses n'auraient pas bougé aussi vite. Il reste la lutte. Soutien aux luttes des femmes, lutte contre le patriarcat en toi, lutte contre le patriarcat dans la société.

Le patriarcat, oppression partagée

Les femmes demeurent les principales victimes du patriarcat mais les hommes en souffrent aussi. Parfois, le patriarcat assimile des hommes « faibles » à des femmes. Il suffit de penser aux viols dans les prisons et les casernes. Dans ces cas, les violeurs nient une quelconque homosexualité, ils assimilent les personnes pénétrées à des femmes.

La peur d'être homosexuel, de ne pas être un homme, un vrai, conduit bien des adolescents au suicide. L'obligation de bander et d'éjaculer quand il faut, et son corollaire, la peur de ne pas y arriver est une oppression aussi. À 18 ans, lors de mon premier rapport sexuel, j'ai empêché ma partenaire de me guider car je voulais « y arriver » seul, « comme un homme », « sans les mains ». Je n'ai pas réussi, et ce qui aurait pu être mon premier grand moment amoureux est devenu une chaste nuit. Cette obligation de résultat, d'avoir une bite plus grande, plus dure, de jouir le plus vite possible (un comble !), cette obligation, conduit à ignorer les joies et les plaisirs des caresses, le bonheur de donner et de recevoir du plaisir. On ne serait homme qu'en pénétrant et jouissant dans le mépris de ses partenaires qui seront « fait baiser ». Dans le système patriarcal les

hommes n'ont droit ni à la faiblesse, ni à l'émotion. Faut-il souffrir personnellement d'une injustice pour la refuser ?

Où lutter ? Je crois qu'il faut commencer dans la sphère privée, il suffit de se rappeler le slogan féministe « le privé est politique » pour comprendre l'importance de cette action sur soi.

J'essaie d'agir sur le langage : en français les mots *baiser, enculer, avoir*, etc. ont deux sens. *Baiser*, c'est faire l'amour. Escroquer une personne c'est aussi la « baiser ». Ce n'est pas du politiquement correct que de refuser ce langage, dès qu'on y réfléchit, on ne peut plus utiliser « baiser » pour vaincre ou escroquer. Surveiller son langage est fastidieux, mais je le crois nécessaire. J'essaie de « féminiser » mon langage, non seulement lorsque j'écris, mais aussi lorsque je parle, quitte à surprivilegier le féminin : par exemple si je parle de moi et d'une femme, je dis « l'une et l'autre »... Souvent cela m'oblige à me rappeler, ce qui rend la chose plus forte aux oreilles des autres d'une certaine manière.

Le partage des tâches domestiques sans trop de spécialisation (le bricolage et la voiture pour lui, les chiottes, le ménage et la bouffe pour elle) est un autre terrain de lutte. Être attentif à l'état des toilettes par exemple, et donc pisser assis comme l'a rappelé Stéph@ dans ce journal. Ça peut paraître futile, ou même bourgeois, mais c'est là que commence aussi, la déconstruction du rôle sexué inculqué par le patriarcat. Ces « futilités » remplissent la vie des femmes dans le rôle qui leur est attribué par le patriarcat. Les femmes aussi ont ce problème de déconstruction par rapport au rôle que la société leur a assigné. On peut être confronté à des comportements patriarcaux de leur part et comprendre que pour elles non plus ce n'est pas facile de se déconstruire.

Savoir écouter et pas seulement attendre que l'autre ait fini de parler. Ne pas privilégier les moyens d'action nécessitant la force ou des qualités « masculines ». Ces choses sont d'ailleurs applicables en général, pas seulement en tant qu'homme vis-à-vis des femmes. L'attitude en rue ou dans les lieux publics mérite aussi d'être analysée. Il suffit de voir les cours de récréation : le centre est réservé aux garçons qui jouent au foot ou à tout autre jeu, les filles sont cantonnées à un petit espace en périphérie. À nous d'essayer de changer ces tendances.

Agir ou réagir lorsqu'on observe des comportements patriarcaux dans la rue, dans les transports, au travail ou à l'école est une autre piste qui permet d'agir au quotidien. Il existe d'autres domaines de luttes : contre la publicité par exemple. L'utilisation de l'image du corps en tant qu'objet, est d'une violence insoutenable, une réification. La publicité se sert de pulsions sexuelles pour vendre tout et n'importe quoi. Le viol, la prostitution, la pornographie sont des réifications absolues : on transforme les êtres en objet. Pour contrecarrer ces critiques les publicitaires

Suite page 8

sont vus comme un commerce et non comme une nécessité pour l'être humain que l'on serait disposé à satisfaire. Le protectionnisme de l'OMC reste sans mesure avec une quelconque mesure écologique juste.

Vendre son âme au diable

Le gouvernement local a été très clair et l'ONU aussi, seules les organisations pertinentes seront acceptées, et pour cela beaucoup d'ONG ont joué le jeu et ont montré leur visage souriant, en croyant de façon illusoire que ceux qui sont les causes des maux du monde pourront donner des solutions à leurs conséquences. L'ONU n'a jamais été impartiale, tant Perez de Cuellar, Boutros Galli ou actuellement Kofi Anan sont des marionnettes de la globalisation. Comment un organisme dont les décisions sont prises par 5 % des pays membres peut-il représenter un espace démocratique ? Parce que le conseil de sécurité de l'ONU est chargé de prendre les décisions et le reste est chargé formellement d'accepter les décisions. Si l'ONU est impartiale et ne représente pas les intérêts du capital, alors la Somalie avec ses milliers de morts est un événement qui n'a pas encore été exposé à la lumière publique.

« Nous ne voulons pas être une partie des solutions négligeables », déclare la coordination « Apoyo Mutuo », et on peut dire quelque chose comme cela, parce que les protestations et les conclusions auxquelles parviennent les ONG dans les forums prévus resteront étouffées et sans aucune influence dans la société en général, qui mérite bien d'être écoutée et qui a besoin d'échanger des idées sur son propre futur. Ni l'ONU, ni les gouvernements ne peuvent nous donner de solutions. La seule solution que nous pouvons espérer d'eux de façon utopique, est qu'ils arrêtent de nous voler et de protéger les assassins des pauvres. Il ne nous reste pas seulement à résister, mais à être les protagonistes de notre propre histoire.

Le forum n'est pas l'ennemi, mais n'est pas non plus la solution, il sera difficile que nous arrivions à des conclusions qui se traduisent réellement dans les faits bien qu'il y en ait qui ont foi dans l'humanisation de l'inhumain.

Transformons le monde, mais pas à une table de négociations : il en a besoin.

Nervinson Machado



Arguments

Suite de la page 7



commencent timidement à utiliser le corps des hommes de la même manière. La prostitution masculine est en hausse constante. Au lieu de diminuer, l'oppression augmente. Et même si on assiste à l'émergence d'un marché de prostitution, de pornographie, à l'usage des femmes dominantes, les clients sont toujours massivement masculins.

Les hommes, ne courant pas le risque de grossesse, ont laissé le souci de la contraception aux femmes... Même maintenant, avec la crainte du sida, ce sont souvent les femmes qui doivent fournir les préservatifs et imposer leur usage aux hommes.

Toujours dans la sphère de la vie sexuelle, combien d'hommes ne pensent qu'à leur plaisir, pas à celui de leur partenaire. Combien ne se soucient pas de ce que certaines pratiques demandent des précautions, de la douceur pour ne pas devenir des actes violents (féllation, sodomie, mais aussi la pénétration vaginale). Pourquoi toujours pénétrer, d'ailleurs...

Ne pas culpabiliser, mais lutter!

Si, à un certain moment, on s'est laissé aller, il faut analyser le dérapage et s'en souvenir pour ne pas recommencer ou, au moins, être plus vigilant. Je voudrais répéter qu'il ne faut pas culpabiliser mais lutter.

Tu n'es pas patriarcal parce que tu es un homme, mais parce que tu es socialement construit comme homme dans une société patriarcale. Tu intègres, à cause de ton éducation, de la société autour de toi, un certain comportement et schéma de pensée. Si une femme est heurtée par ta « masculinité » en tant que telle en dehors de tout comportement macho, tu ne peux faire qu'une chose: ne plus lui imposer ta présence. Une femme qui a été violée peut ne plus supporter de voir un homme, n'importe lequel, ou même se focaliser sur toi à cause de ce que tu évoques pour elle. Ce n'est pas en culpabilisant que tu l'aideras. Il est possible que la seule manière pour l'aider soit de ne plus l'approcher de près ou de loin. Et c'est douloureux d'être dans cette situation.

Ce n'est pas le fait d'être un mec qui est le problème, mais la manière. Tu ne pourras pas changer ta réalité biologique, mais ton genre (ton comportement sexuel) lui peut être changé. J'ai pris conscience de l'oppression des femmes il y a longtemps, peut-être même avant mon adolescence. C'est le fait de discuter avec des femmes féministes qui a permis à cette conscience de s'épanouir. Forme-toi sur les problématiques de genre, les positions féministes, et lutte au quotidien!

Jacob
FA Bruxelles

Hollande Conférence sur la biodiversité

Du 6 au 17 avril se tiendront des actions autour de la 6^e conférence sur la biodiversité de l'ONU à La Haye en Hollande. En voici le programme préliminaire :

6-7 avril : Front commun

Série d'ateliers pour les fermiers, les activistes et n'importe qui impliqué ou intéressé aux initiatives agricoles en projet.

8-19 avril : La résistance est fertile !

Actions, ateliers et festivités, sur la biodiversité, la nourriture et l'agriculture dans cette ère de globalisation du capitalisme.

17 avril : Journée mondiale des luttes paysannes à l'appel de Via Campesina (<http://www.viacampesina.org>)

Pour plus d'informations : rif@gn.apc.org
Une graine, cadre 92066, 1090 ab Amsterdam
<http://www.resistanceisfertile.org>

Vrienden van GroenFront !
EarthFirst !
Groupe de Soutien Hollande.

Les anarchistes et « l'Histoire »

LE PHÉNOMÈNE antimondialiste et la présence de trois candidats de la révolution électorale permanente à la présidentielle ont amené les rédacteurs de la revue mensuelle *L'Histoire* à consacrer un dossier à l'extrême gauche dans leur numéro de mars¹. Au bas d'une couverture quelque peu racoleuse et peu soucieuse d'exactitude, voilà une fois encore les anarchistes rangés à l'extrémité d'une gauche qui n'a jamais été, historiquement, leur famille, et donc contraints à une cohabitation pénible avec, entre autres, les trotskistes. Mais en pages intérieures, c'est pire...

Si la « mosaïque trotskiste » surtout, mais aussi le mouvement maoïste français des années 70, la bande à Baader en Allemagne, le cas Marceau Pivert dans les années 30, la génération soixante-huitarde du Larzac et les recyclés d'Attac ont droit à des études déjà maintes fois proposées pour la plupart, par ailleurs ni bonnes ni mauvaises ici, les anarchistes, dont la présence est pourtant annoncée à la une, sont encore une fois quasiment absents, et leurs rares apparitions traitées par-dessus la jambe. C'est déplorable.

De l'anarchisme, le lecteur se voit d'abord proposer une définition banale de sept courtes lignes,

que n'importe quel dictionnaire peut fournir. De toute évidence, c'est la partie la plus réussie. De ses cent cinquante ans d'histoire, trois années seulement, toujours les mêmes, passionnent nos historiens de pacotille, celles du terrorisme. Cent dix ans après la première explosion d'une bombe anarchiste, qui ne fit que des dégâts matériels, et alors que deux guerres mondiales et des violences politiques, religieuses, ethniques et autres ont fait s'entasser les cadavres par millions, le lecteur de *L'Histoire* est aujourd'hui encore invité à s'émouvoir de cette violence-là, très minoritaire, très peu meurtrière et très réduite dans le temps. Il faudra aussi un jour songer à se cotiser pour offrir aux gazettes désargentées des illustrations autres que l'inconcevable reproduction de la une du *Petit Journal* consacrée à l'attentat de Vaillant à la Chambre, devenue aussi indispensable aux historiens de bazar que la jeune femme à poil des affiches publicitaires quand sort sur le marché la nouvelle machine à laver « révolutionnaire ». Dans la légende placée sous cette énième reproduction, voilà même ce pauvre Auguste Vaillant étiqueté « ultra gauche », notion et expression totalement étrangères à l'époque. C'est grotesque.

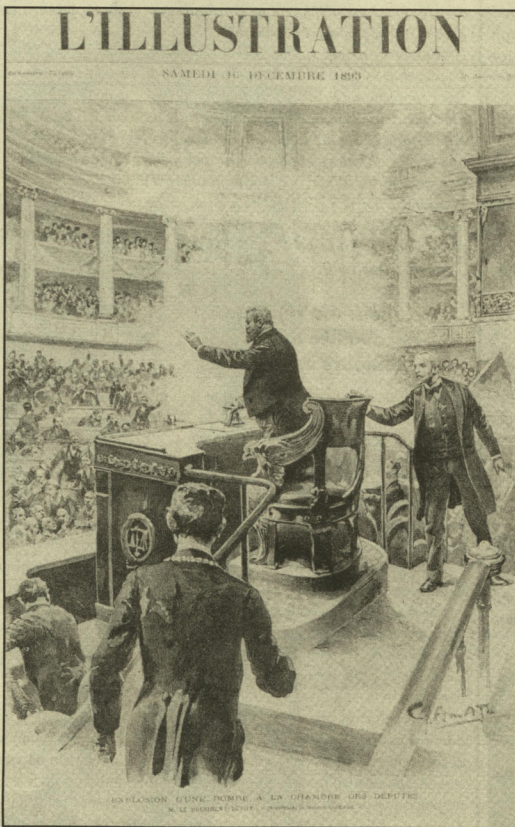
De l'Espagne, qui demeure historiquement, sur le plan international, la référence première du mouvement anarchiste, tant au niveau de son importance numérique, de son influence et de ses réalisations, pas une ligne, pas un mot. C'est loin l'Espagne, et puis cela obligerait à parler d'autre chose que de bombes qui explosent... Makhno et les anarchistes russes s'en tirent en dix petites lignes mais font toutefois mieux que trois actuelles organisations françaises citées, expédiées, elles, en quatre lignes sans qu'on sache rien de leur histoire, même très résumée, ni de ce qui les différencie ou les sépare. Et si elles maintiennent « la tradition anarchiste », il a cependant paru plus judicieux aux éditeurs de la revue, pour mieux illustrer l'époque actuelle, de publier une photo, promise à une belle carrière elle aussi, montrant un jeune « militant anarchiste au drapeau noir », le visage dissimulé par un foulard, sur fond d'incendie de voitures impressionnant. Une bombe au Parlement en 1893 et une scène d'émeutes en 2001, voilà les deux images que les lecteurs de cette lamentable *Histoire* auront de l'anarchisme et de son histoire. C'est dégueulasse.

Conscients sans doute que leur « dossier » pèse de peu de poids, ses rédacteurs invitent le lecteur, pour terminer, à se procurer quelques livres effectivement intéressants, comme *Le Mouvement anarchiste en France* de Maitron ou *les Soviets trahis par les bolcheviks* de Rudolf Rocker, non pour parfaire leur connaissance de l'anarchisme mais « pour en savoir plus » sur « les premiers gauchistes » (sic). C'est ridicule.

Nous ne saurions trop conseiller à ceux qui souhaiteraient sérieusement aborder l'étude de l'anarchisme de laisser cette *Histoire* maquillée, racoleuse, aux mauvais soins des petits maquereaux qui l'ont prise sous leur bienveillante protection. Ils se tourneront avec profit vers l'excellent « Que sais-je? »² dont nous parlions ici même la semaine passée. C'est préférable.

Julien Robin

1. *L'Histoire*, n° 263, mars 2002.
2. *L'Anarchisme en Europe*, PUF, collection « Que sais-je? ».



CHANGÉZ le système électoral comme vous voudrez: remplacez le scrutin d'arrondissement par le scrutin de liste, faites les élections à deux degrés comme en Suisse (je parle des réunions préparatoires), modifiez tant que vous pourrez, appliquez le système dans les meilleures conditions d'égalité – taillez et retaillez les collèges –, le vice intrinsèque de l'institution restera. Celui qui saura réunir plus de la moitié des suffrages (sauf de très rares exceptions) chez les partis persécutés, sera toujours l'homme nul, sans convictions – celui qui sait contenter tout le monde.

C'est pourquoi – Spencer l'a déjà remarqué – les parlements sont généralement si mal composés. La Chambre, dit-il dans son *Introduction*, est toujours inférieure à la moyenne du pays, non seulement comme conscience, mais aussi comme intelligence. Un pays intelligent se rapetisse dans sa représentation. Il jurerait d'être représenté par des nigauds qu'il ne choisirait pas mieux. Quant à la probité des députés, nous savons ce qu'elle vaut. Lisez seulement ce qu'en disent les ex-ministres qui les ont connus et appréciés.

Quel dommage qu'il n'y ait pas de trains spéciaux, pour que les électeurs puissent voir leur « Chambre » à l'œuvre. Ils en auraient bien vite le dégoût. Les anciens soulaient leurs esclaves pour enseigner à leurs enfants le dégoût de l'ivrognerie. Parisiens, allez donc à la Chambre voir vos représentants pour vous dégoûter du gouvernement représentatif.

À ce ramassis de nullités, le peuple abandonne tous ses droits, sauf celui de les destituer de temps en temps et d'en nommer d'autres. Mais comme la nouvelle assemblée, nommée d'après le même système et chargée de la même mission, sera aussi mauvais que la précédente, la grande masse finit par se désintéresser de la comédie et se borne à quelques replâtrages, en acceptant quelques nouveaux candidats qui parviennent à s'imposer.

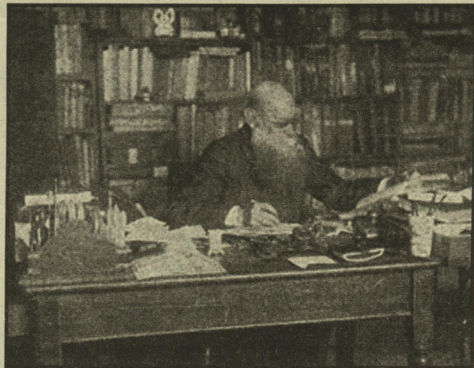
Mais si l'élection est déjà empreinte d'un vice constitutionnel, irréformable, que dire de la manière dont l'assemblée s'acquitte de son mandat? Réfléchissez une minute seulement, et vous verrez aussitôt l'inanité de la tâche que vous lui imposez.

Votre représentant devra émettre une opinion, un vote, sur toute la série, variée à l'infini, de questions qui surgissent dans cette formidable machine – l'État centralisé.

Il devra voter l'impôt sur les chiens et la réforme de l'enseignement universitaire, sans jamais avoir mis les pieds dans l'Université ni su ce qu'est un chien de campagne. Il devra se prononcer sur les avantages du fusil Gras et sur l'emplacement à choisir pour les haras de l'État. Il votera sur le phylloxéra, le guano, le tabac, l'enseignement primaire et l'assainissement des villes; sur la Cochinchine et la Guyane, sur les tuyaux de cheminée et l'Observatoire de Paris. Lui qui n'a vu les soldats qu'à la parade, répartira les corps d'armée, et sans avoir jamais vu un Arabe, il va faire et défaire le Code foncier musulman en Algérie. Il votera le shako ou le képi selon les goûts de son épouse. Il protégera le sucre et sacrifiera le froment. Il tuera la vigne en croyant la protéger; il votera le reboisement contre le pâturage et protégera le pâturage contre la forêt. Il sera ferré sur les banques. Il tuera tel canal pour un chemin de fer, sans savoir trop dans quelle partie de la France ils se trouvent l'un et l'autre. Il ajoutera de nouveaux articles au Code pénal, sans l'avoir jamais consulté. Protège omniscient et omnipotent, aujourd'hui militaire, demain éleveur de porcs, tour à tour banquier, académicien, nettoyeur d'égouts, médecin, astronome, fabricant de drogues, corroyeur ou négoc-

Paroles d'un révolté

Pierre Kropotkine, 1885



Rêver un État ouvrier, gouverné par une assemblée élue, c'est le plus malsain des rêves que nous inspire notre éducation autoritaire.

Et comme il lui est matériellement impossible d'avoir son opinion sur les mille sujets pour lesquels son vote fera loi, il causera cancan avec son voisin, il passera son temps à la buvette, il écrira des lettres pour réchauffer l'enthousiasme de ses « chers électeurs », pendant qu'un ministre lira un rapport bourré de chiffres alignés pour la circonstance par son chef de bureau; et au moment du vote il se prononcera pour ou contre le rapport, selon le signal du chef de son parti.

Aussi une question d'engrais pour les porcs ou d'équipement pour le soldat ne sera-t-elle, dans les deux partis du ministère et de l'opposition, qu'une question d'escarrouche parlementaire. Ils ne se demandent pas si les porcs ont besoin d'engrais, ni si les soldats ne sont pas déjà surchargés comme des chameaux du désert – la seule question qui les intéressera, ce sera de savoir si un vote affirmatif profite à leur parti. La bataille parlementaire se livrera sur le dos du soldat, de l'agriculteur, du travailleur industriel, dans l'intérêt du ministère ou de l'opposition.

Pauvre Proudhon, j'imagine ses déboires lorsqu'il eut la naïveté enfantine, en entrant à l'Assemblée, d'étudier à fond chacune des questions mises à l'ordre du jour. Il apportait à la tribune des chiffres, des idées – on ne l'écoutait même pas. Les questions sont toutes résolues bien avant la séance, par cette considération simple: est-ce utile, est-ce nuisible à notre parti? Le pointage des voix est

fait; les soumis sont enregistrés, les insoumis sont sondés, comptés soigneusement. Les discours ne se prononcent que pour la mise en scène: on ne les écoute que s'ils ont valeur artistique ou s'ils prêtent au scandale. Les naïfs s'imaginent que Roumestan a enlevé la Chambre par son éloquence, et Roumestan, après la séance, calcule avec ses amis comment il pourra s'acquitter des promesses faites pour enlever le vote. Son éloquence n'était qu'une cantate de circonstance, composée et chantée pour amuser la galerie, pour réchauffer sa popularité par des phrases ronflantes.

« Enlever un vote! » – Mais qui donc sont ceux qui enlèvent ces votes, dont les bulletins font pencher d'un côté ou de l'autre la balance parlementaire? Qui sont ceux qui renversent et refont les ministères et qui dotent le

pays d'une politique de réaction ou d'aventures extérieures? Qui décide entre le ministère et l'opposition?

Ceux qu'on a nommés si justement « les crapauds du marais! » Ceux qui n'ont aucune opinion, ceux qui s'assoient toujours entre deux chaises, qui flottent entre les deux partis principaux de la Chambre.

C'est précisément ce groupe – une cinquantaine d'indifférents, de gens sans conviction aucune, qui font la girouette entre les libéraux et les conservateurs, qui se laissent influencer par les promesses, les places, la flatterie ou la panique –, ce petit groupe de nullités, qui en donnant ou refusant ses voix, décide toutes les affaires du pays. Ce sont eux qui font les lois ou les renvoient dans les cartons. Ce sont eux qui supportent ou renversent les ministères et qui changent la direction de la politique. – Une cinquantaine d'indifférents faisant la loi au pays – voilà à quoi se réduit, en première analyse, le régime parlementaire.

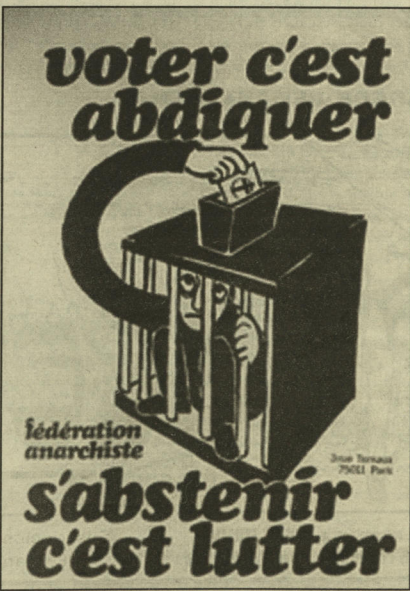
Cela est inévitable, quelle que soit la composition du parlement, qu'il soit bourré d'étoiles de première grandeur et d'hommes intègres – la décision appartiendra... aux crapauds du marais! Rien ne peut y être changé tant que la majorité fera loi.

Après avoir brièvement indiqué les vices constitutionnels des assemblées représentatives, nous devrions maintenant montrer ces assemblées à l'œuvre. Nous devrions montrer, comment toutes, depuis la Convention jusqu'au conseil de la Commune de 1871, depuis le parlement anglais jusqu'à la Skoupchtchina serbe, sont entachées de nullité; comment leurs meilleures lois n'ont été – selon l'expression de Buckle – que l'abolition de lois précédentes, comment ces lois ont dû être arrachées par les piques du peuple, par des moyens insurrectionnels. Ce serait une histoire à faire, mais elle dépasserait le cadre de notre revue [*Le Révolté*, ndlr].

D'ailleurs, quiconque sait raisonner sans se laisser égarer par les préjugés de notre éducation vicieuse trouvera lui-même assez d'exemples dans l'histoire du gouvernement représentatif de nos jours. Et il comprendra que, quel que soit le corps représentatif: qu'il soit composé d'ouvriers ou de bourgeois, qu'il soit même largement ouvert aux socialistes-révolutionnaires – il conservera tous les vices des assemblées représentatives. Ceux-ci ne dépendent pas des individus, ils sont inhérents à l'institution.

Rêver un État ouvrier, gouverné par une assemblée élue, c'est le plus malsain des rêves que nous inspire notre éducation autoritaire.

Comme on ne peut pas avoir un bon roi, ni dans Rienzi, ni dans Alexandre III, de même on ne peut pas avoir un bon parlement. L'avenir socialiste est dans une tout autre direction: il ouvrira à l'humanité des voies nouvelles dans l'ordre politique, comme dans l'ordre économique.



Expressions

LA SORTIE en vidéo du film d'Armand Guerra *Carne de Fieras* sous-titrée en français est l'occasion de faire le point sur cette figure du mouvement libertaire que les recherches de sa fille ont contribué à sortir de l'ombre.



Armand Guerra

LA VIE d'Armand Guerra, typographe, anarchiste et cinéaste espagnol est particulièrement difficile à retracer. Quand il décède en mars 1939 à Paris, après avoir fui l'Espagne tombée aux mains de Franco, il n'a même pas de papiers d'identité sur lui. C'est sur le chemin de l'ambassade alors qu'il allait s'en procurer de nouveaux que s'arrête son parcours. C'est un voyageur épuisé qui disparaît presque sans bagages. Les premières cinémathèques commencent tout juste à naître, mais ses films ont disparu. En 1942, à Perpignan lorsque les nazis envahissent la zone sud, sa compagne fait disparaître les derniers papiers qui lui restent, de crainte que le passé de cet anarchiste qui a vécu plus de dix ans en Allemagne ne remonte à la surface, et ne soit prétexte à des représailles. Pendant plus de 50 ans, Armand Guerra restera dans l'oubli, jusqu'à ce que l'un de ses films, *Carne de Fieras*, ne soit redécouvert en 1992, par la cinémathèque de Saragosse. C'est

à travers ses articles dans la presse libertaire ou de cinéma, les archives de police et de cinémathèques, que l'on peut reconstituer tant bien que mal son itinéraire.

Armand Guerra, de son vrai nom José Estivalis Cabo, est né à Liria près de Valence le 4 janvier 1886 d'un père cultivateur et d'une mère qui s'occupe déjà d'un garçon de 5 ans plus âgé: Vicente. Enfant de chœur, puis interne au séminaire de Valence, il gardera de cette expérience un farouche anticléricalisme.

Il aurait commencé à travailler dans une imprimerie de Valence vers 1899, dès l'âge de 13 ans, puis dans un atelier d'électricité avec son frère dans cette même ville. Vers 1907, une grève des typographes de Valence l'amène en prison. La police pense qu'il se serait ensuite embarqué pour les Antilles. En 1908, il se rend avec son frère à Paris et prend contact avec les anarchistes. On sait aussi qu'il fut exempté par tirage au sort des obligations militaires et que ce n'est

donc pas pour y échapper qu'il quitta l'Espagne.

En 1909, il fréquente les réunions du groupe anarchiste Germinal de Genève et entretient une correspondance avec Pedro Vallina, médecin anarchiste espagnol alors réfugié à Londres. Il écrit très régulièrement entre 1910 et 1914 dans *Tierra*, hebdomadaire anarchiste cubain publié à La Havane. Il écrit aussi dans *le Réveil*, hebdomadaire anarchiste suisse publié par Louis Bertoni, sous le nom de Silavitse, anagramme de son propre nom. Mais Armand Guerra ne tient jamais en place; en février 1911, il traverse l'Italie et part rejoindre au Caire une petite colonie anarchiste italienne regroupée autour d'une imprimerie située en plein centre, près du bazar El Muski. Il participe à la publication d'un journal trilingue, *l'Idea*, rédigé en italien, français et grec. Lorsqu'on lui interdit de le publier en arabe, il quitte Le Caire où il pensait « pouvoir semer la rébellion ». Après tout, c'est bien en Égypte

plus de 3 000 ans auparavant qu'eut lieu la première grève ouvrière de l'histoire! Commence alors un long périple en bateau d'Istanbul à Braïla (Roumanie), de Belgrade à Salonique, il est constamment surveillé par la police. Il arrive même qu'elle lui ordonne de quitter le bateau et qu'elle lui interdise de descendre à terre! Devant tant de contradictions, le capitaine du bateau prendra sa défense...

De retour en France, de Toulouse puis de Deauville il rédige quelques articles sur ses voyages mouvementés. Un livre intitulé *Stefanoff* parsemé de ses souvenirs et de sa rencontre avec un révolutionnaire bulgare sera publié à Cuba en 1914 (aucun exemplaire n'a été retrouvé à ce jour). Pendant les étés, il travaille dans une imprimerie de Deauville, 40, rue du Casino. Dans cette même ville, Rochefort, l'ancien communiste, finit ses vieux jours, tandis que Guillaume Apollinaire y enseigne le français. C'est également pendant l'été 1912 que les opérateurs de Gaumont parviennent à réaliser (au moyen d'une technique très complexe qui sera abandonnée par la suite) sur la plage de Deauville les premières images animées en couleur de l'histoire du cinéma.

De retour à Paris en 1913, il réalise un film pour la firme Éclair *Un cri dans la jungle*, remarqué par Yves Bidamant, alors secrétaire de la Fédération des transports par voie ferrée. Celui-ci lui propose de tourner des films à caractère social. Ce sera l'aventure du Cinéma du peuple au cours de laquelle apparaît pour la première fois son pseudonyme: Armand Guerra. (Un long article a été écrit sur ce sujet dans le n° 1251 du *Monde libertaire*.)

À l'époque où il tourne ses films avec le Cinéma du peuple (*les Misères de l'aiguille*, *le Vieux Docker*, *la Commune*), il habite 22, rue du Donjon, à Vincennes juste en face de la grande usine Pathé. Il travaille en tant que typographe à la maison de la Presse, au 16, rue du Croissant à Paris (la plaque au-dessus



Disponible à Publico, 21,35 €.

de l'immeuble existe encore), cette rue dans laquelle une grande partie de la presse était imprimée et à l'angle de laquelle, le 31 juillet 1914, Jean Jaurès fut assassiné sous les yeux de Nono (Jean Vigo), autre futur cinéaste cher aux libertaires! Toujours selon un rapport de police de cette époque, on le croit marié à Jeanne Marqués, la sœur aînée de Marcelle Capy qui est rédactrice à *la Bataille syndicaliste*, membre du groupe anarchiste d'Asnières. Elle se fera connaître par ses écrits féministes et pacifistes (en 1916, elle publie, son premier ouvrage, préfacé par Romain Rolland: *Une voix de femme au-dessus de la mêlée*). Son compagnon est alors Fernand Després, rédacteur également à *la Bataille syndicaliste* et ami proche de Guerra.

Le film *la Commune* de Guerra fit l'objet d'une œuvre du peintre anarchiste Maximilien Luce qui s'en inspira (on peut en voir une reproduction dans le dernier livre qui lui est consacré par les éditions Somogy). Armand Guerra continue de rapporter dans *Tierra* le développement du Cinéma du peuple, on y trouve même grâce à lui une souscription pour aider le Cinéma du peuple aux côtés d'une autre pour soutenir les révolutionnaires mexicains autour de Flores Magon! À partir de l'été 1914, il entretient une correspondance avec

ISSG

Cuarta época.—Número 2.

APARECE SEMANALMENTE

Niza, 16 octubre 1909



Número suelto, 10 céntimos
Paquete de 28 ejemplares, 1 fr. 80

Dirigida la correspondencia a JOSEPH ESTIVALIS,
13, boulevard de l'Impératrice de Russie, 13, Nice (A.-M.)

Suscripción: Francia, trimestre 1 fr. 80
Extranjero, trimestre 2 francos

cinéaste et anarchiste

Marcel Martinet, écrivain prolétarien, membre de la coopérative du Cinéma du peuple. Renée Martinet avait également apporté sa contribution à cette coopérative en jouant un rôle aux côtés de Musidora dans le film de Guerra *les Misères de l'aiguille*.

Mais le militantisme d'Armand Guerra et les rapports de sa concierge à la police furent à l'origine de son expulsion de France par un arrêté ministériel du 27 septembre 1915, notifié le 30 septembre. Depuis 1909, il était surveillé en raison de sa publication à Nice du journal *Tierra y Libertad* dont il avait été directeur et rédacteur. Après la semaine de révolte en 1909 à Barcelone (contre l'envoi de jeunes conscrits au Maroc) à l'issue de laquelle le pédagogue libertaire Francisco Ferrer avait été exécuté, les journaux anarchistes avaient été interdits en Espagne. C'est pourquoi suivant l'exemple d'Armand Guerra, certains journaux étaient imprimés en France, puis acheminés en Espagne.

À partir du 1^{er} novembre 1915, Armand Guerra travaille à Lausanne comme typographe dans une imprimerie. La propriétaire qui le loge confirme à la police qu'il reçoit « une assez grande quantité de journaux ayant trait à l'anarchie et à la libre pensée ».

C'est à la fin 1917 qu'il renoue avec le cinéma en créant à Madrid sa propre entreprise Cervantes Films. La première compagnie de cinéma n'existe à Madrid que depuis 1915! Après six films réalisés, il abandonne, pour des raisons que l'on ignore encore (financières probablement car il tournait la plupart du temps en extérieur rendant ainsi le coût de ses productions bien plus élevé que ses concurrents qui restaient encore en studio). La plupart de ces films étaient inspirés d'histoires de gitanes et de toreros, thèmes assez conventionnels mais qui plaisaient au public de l'époque. *La Malédiction de la gitane* avait été cependant réalisé pour fustiger les superstitions d'une Espagne très croyante.

En 1920, il retourne chez son frère aîné, Vicente, à Lausanne, puis part pour Berlin. Commence alors une longue période de 1920 à 1931, où il fait tous les métiers du cinéma à Berlin, acteur, réalisateur, traducteur de scénarios (Armand Guerra parlait sept langues couramment). Berlin essaie alors de rivaliser avec Hollywood, et ses réalisateurs très connus du prestige du cinéma de la république de Weimar: Pabst, Murnau, Ernst Lubitsch, Fritz Lang, Robert Siodmak, Billy Wilder, etc.

En 1925, on le retrouve dans un film d'Hans Neumann, *Sommernachtsraum* (Songe d'une nuit d'été) aux côtés d'un autre acteur libertaire très connu des cinéphiles: Alexander Granach (Voir article à son sujet dans le n° 1251 du *Monde libertaire*).

Ainsi qu'un autre anarchiste espagnol, Valeriano Orobón Fernandez, il travaille dans les

années 20 à des traductions de scénarios pour une firme hispano-allemande: Filmofono. Il fait de fréquents allers-retours entre Berlin et l'Espagne. Aussi le 2 mai 1926 à Valence, il offre les prémices du cinéma sonore, que le journal *Diario de Valencia* du 5 mai 1926 qualifie d'événement scientifique. La même année, il tourne *Luis Candelas, el Bandido de Madrid*, puis *Batalla de Damas* (1927). *Die geschenkte Loge* (La loge offerte, 1928), d'abord censuré, est interdit par la censure allemande sous prétexte qu'un jardinier en train d'arroser, donne l'impression au spectateur qu'il est en train d'uriner! Le film ne passera jamais sur les écrans. Armand Guerra devient le correspondant à Berlin de *Popular Film*, une revue de cinéma de Barcelone, dont le directeur n'est autre que son ami Mateo Santos (qui réalisera pour la CNT le 20 juillet 1936 le premier docu-

mentaire de la guerre civile espagnole, *Reportaje del Movimiento revolucionario*). En 1930, la production, mécontente du réalisateur initial, lui demande de poursuivre le tournage du film *El amor soñando* (L'amour chante), c'est à cette occasion qu'il dirige la célèbre actrice espagnole Imperio Argentina.

En 1931, il achète avec l'appui de son frère des terrains près de Valence pour y construire des studios de cinéma, mais ses autres partenaires se désistent et le projet échoue. Il quitte définitivement Berlin en raison des lois protectionnistes et se fixe à Madrid pour s'unir à celle qu'il aime, Isabel Anglada avec qui il aura une petite fille, Vicente.

En 1934, il joue le rôle d'un clown dans *la Alegria que pasa de Sabino Antonio Micon*.

En juillet 1936, le putsch franquiste contré par la révolution libertaire éclate en plein milieu du

tournage de *Carne de Fieras*. Armand Guerra rédigea des souvenirs détaillés de cette période dans *A traves de la metralla* (À travers la mitraille). Le documentaire d'Ezequiel Fernandez: *Armand Guerra, requiem pour un cinéaste espagnol* (1997)*, évoque de manière précise le contexte de ce tournage, qui sera la dernière fiction de Guerra. Sitôt après le tournage de *Carne de Fieras*, il couvre avec son équipe la guerre civile avec sa caméra pour la CNT-FAL. Une lettre d'Armand Guerra (datée du 17 décembre 1936) retrouvée dans les archives de la CNT nous apprend également qu'il se démenait en vain pour réaliser un film sur Durruti. Hélas, fin 1936 la CNT a besoin de ses talents d'orateur et il doit abandonner la caméra.

Dans les premiers mois de 1937, alors que ces reportages *Estampas guerreras* sont projetés à Madrid, il participe inlassablement



à des meetings dans la moitié sud de la France au nom de la CNT: La Ciotat, Nîmes, Saint-Gilles, Beaucaire, Lyon, Narbonne, Montpellier, Perpignan, Toulouse... À ceux qui lui rétorquent que le Mexique n'est pas le seul pays à donner des armes à l'Espagne, il leur répond que l'URSS n'a jamais donné d'armes, mais qu'elle les a vendues. Il est en compagnie de son ami Manuel Perez dont il a traduit la brochure *Quatre mois de barbarie, Mallorca sous la terreur fasciste*. Brillant orateur, Armand Guerra l'avait déjà été le premier mai 1914 à Paris au nom des anarchistes espagnols. Mis en prison du 8 avril au 26 août 1938 par le SIM (Service d'investigation militaire à majorité communiste) sur le navire Uruguay dans le port de Barcelone, puis mis en résidence surveillée, il écrit au secrétaire général de la CNT, Mariano Vasquez, lui demandant d'intervenir pour le faire libérer. En février 1939, il réussit à s'embarquer pour Sète et à échapper aux camps de concentration, seuls lieux que le gouvernement socialiste français ait imaginés pour accueillir les antifascistes espagnols. Moins d'un mois après avoir retrouvé sa famille à Saint-Mandé, c'est d'une rupture d'anévrisme qu'il disparaît le 10 mars 1939. Sur sa machine à écrire reste l'ébauche d'un scénario...

Bien à toi,
Armand Guerra

Armand Guerra était-il un bon cinéaste? Malheureusement aucun nouveau film de lui n'a été découvert depuis dans les cinémathèques... et il est bien difficile de se faire une opinion de la valeur artistique de son travail puisque seuls des extraits de ses premiers films ont été retrouvés et qu'il débutait alors avec des moyens de misère, alors que le dernier qu'il a tourné à toute vitesse, *Carne de Fieras*, l'a été sous les bombes (l'électricité était coupée régulièrement!) et à contre-cœur puisqu'il n'avait qu'une hâte: celle d'aller tourner sur le front. Il restera une figure méconnue du cinéma, à moins que... La filmothèque de Barcelone a acquis en été 2001 une cinquantaine de documentaires tournés pendant la révolution espagnole qui avaient été confisqués par les franquistes. Les recherches continuent!

Eric Jarry

Remerciements à Vicenta Estivalis Ricart et à Antonia Fontanillas pour leur aide précieuse.

* Disponible à Publico, 18,30 €.

Vie du mouvement

Les Nouveaux territoires de l'art

DU 14 au 16 février 2002, se tenaient à la Friche Belle-de-Mai (Marseille) des « rencontres internationales » ayant pour cadre les « Nouveaux territoires de l'art ». Ça s'intitulait précisément « Rencontre internationale : nouveaux territoires de l'art - espaces alternatifs - friches - fabriques - projets pluridisciplinaires - squats ». Le programme affirmait qu'il s'agirait de « trois jours de contributions, ateliers, tables rondes et séances plénières pour interroger les contenus, finalités, singularité et enjeux de ces démarches. Libres, souples et ouverts, les débats seront enrichis par la présentation de monographies d'expériences collectées dans le monde ».

Bon, jusqu'ici, ça aurait même presque pu paraître intéressant... Subvertir le vieux monde entre autres par la création d'espaces autonomes, autogérés, où l'on « crée », justement.

Évidemment, avec les liens qui existent entre différents squats d'artistes réformistes et le pouvoir étatique, l'intitulé poussait à la méfiance. À juste titre ! Car il s'agissait tout bonnement d'une « rencontre initiée par le ministère de la Culture et de la Communication, le secrétariat d'État au Patrimoine et à la Décentralisation culturelle », le tout « avec le soutien des ministères de la Ville, de l'Emploi et de la Solidarité, du secrétariat d'État à l'économie solidaire, du Fonds d'action sociale, de l'Équipement », et plein d'autres bidules très rigolos dans le même style... avec le soutien de la Ville de Marseille et de son maire, bien sûr.

Nous étions donc quelques squatteuses et squatteurs à vouloir y aller, pour nuire au consensus qui allait de toute évidence y régner, et pour apporter un discours différent, voire subversif, aux nombreuses personnes qui allaient s'y rendre pour autre chose que légaliser des lieux...

Notre action s'est limitée à peu de choses, car nous ne voulions pas entrer dans un schéma de contestation spectaculaire qui fait souvent le jeu du « monde de l'art », justement. Nous ne voulions pas être les contestataires de service, mais plutôt apporter quelques idées élaborées :

- Dans un premier temps, des questionnements, avec le texte « Atelier 4 1/2 », qui parodiait notamment l'intitulé de l'Atelier 4.

- Dans un second temps, un discours critique précis, reprenant notamment les déclarations de la crème de l'institutionnalisation, avec le texte « Table ronde 4 1/2 », dont le titre parodiait celui de la Table ronde 4 (« Un autre monde? »).

D'après les employé(e)s de la Friche Belle-de-Mai, 1200 personnes étaient inscrites pour participer à ces rencontres. Nous n'avons pas l'impression d'en avoir vu autant, mais il y avait chaque jour au moins 600 personnes... bien sûr, très peu d'entre elles ont participé aux « discussions », et les « ateliers » comme les « tables rondes » ressemblaient à s'y méprendre à de vastes colloques lors desquels seul(e)s quelques intervenant(e)s spécialistes s'expriment.

Transmis par Zanzara Athée

Les textes résultant des travaux de la « Table ronde 4 1/2 » et de l'« Atelier 4 1/2 » sont disponibles auprès de zanzara@squat.net

Paris La R'tape s'en tape



UNE CENTAINE de personnes étaient venues vendredi pour remettre le Big-Brother award à la RATP. Grille fermée, vigiles derrière (tout ça pour nous!). Après avoir remis le trophée, on nous annonce que la direction veut bien voir un membre de chaque organisation. Nous voulons donc partis, une copine de Souriez, une du jury des Big-Brothers awards, un d'AC! et moi pour la RATP. Nous sommes

reçus par trois personnes : le directeur des relations presse, une et un cadre. Le parfait trio de l'hypocrisie, le protagoniste en étant le directeur presse. On demande les transports gratuits. Adressez-vous au Syndicat des transports d'Ile-de-France. On parle des caméras comme un moyen de surveillance. Pensez-vous, c'est uniquement pour voir si quelqu'un fait un malaise dans les couloirs où pour évaluer le nombre de personnes sur le

quai. Prismatico? Navigo? Question de confort! Bien sûr, on pourrait s'en servir pour criminaliser la fraude, pour la revente de fichier mais on ne le fera jamais (ben voyons!). Les GPSR? Pour le bien des clients. Violents? Pas du tout ils sont étroitement surveillés. Nos exemples? Des cas isolés, toute la lumière sera faite... On demande un chiffre : c'est bête,

ils ne l'ont malheureusement pas en tête. Deux heures de dialogue de sourd, deux heures de langue de bois. C'est ça la conception du débat démocratique de nos dirigeants?



Anars flics

LE SAMEDI 2 MARS, trois mille personnes pour une street-parade. Arrivé devant le campement du Dal, un petit groupe se détache. Cinq personnes vont se mettre dans la cage d'escalier du lycée

Voltaire avec une banderole anti-sécuritaire et des pancartes dénonçant la LSQ. D'autres sont déguisés en flics : cinq matraqueurs et un commissaire. Après quelques somations délirantes du « commissaire » (« bande de terroristes ; nous savons que vous cachez Ben Laden... »), les « flics » interpellent les manifestants avec toutes

les violences qui leur sont dues. Puis ils se mettent en rang et remontent le trottoir contrôlant tout le monde jusqu'à une autre cage d'escalier où ils recommencent. L'impact sur les gens : excellent. Ils rient et comprennent les dangers et l'inutilité de la LSQ. Donc, nous allons bientôt voir fleurir de drôles de flics sur nos trottoirs...

À la petite semaine



Seul le mépris est révolutionnaire



Dans le très radical « Pour Lire Pas Lu » (PLPL), un rédacteur anonyme écrivait à l'été 2001 que le journal « l'Humanité », ouvert au grand capital, avait été par là même « disqualifié » par Robert Hue. Si vous avez écrit pour signifier que la somme de saloperies diverses parues dans le quotidien fondé par Jaurès avait selon vous déconsidéré depuis longtemps ce titre prestigieux, je suppose que, comme moi, vous êtes jusque-là resté sans réponse.

Dans le radical « Oiseau-tempête » spécial attentats du 11 septembre, un rédacteur anonyme s'en prenait aux « milieux libertaires », coupables de s'être réjouis stupidement de la mort de milliers d'individus, ce jour-là, au seul prétexte qu'ils étaient américains. Si vous avez écrit pour demander des preuves autres qu'une courte phrase glanée dans un tract anonyme, je parie que, comme moi, vous demeurez à ce jour sans réponse.

Dans « l'Envolée », la très virulente publication destinée à lutter contre la prison, figure une liste des librairies où elle est proposée à la vente et une autre qui recense les radios amies. Si vous avez écrit pour signaler l'« oubli » de la

librairie Publico dans la première et l'« omission » de Radio libertaire dans la seconde, je suis sûr que vous attendez aujourd'hui encore, comme moi, une explication.

Dans un hebdomadaire libertaire sagement radical, une rédactrice se laissait aller, il y a quelque temps, à ses penchants pro-palestiniens sans nuance. Si vous lui avez écrit pour souhaiter que s'atténue cette curieuse bienveillance à l'égard du fanatisme, il est probable que la dame continue de vous tenir, comme moi, dans un même dédain silencieux.

Conclusion : soit le renversement de la société capitaliste entraîne chez les plus radicaux une telle occupation à plein temps qu'elle les empêche de répondre aux lettres reçues, et il faut s'incliner devant la beauté d'un tel sacerdoce ; soit l'attention portée au courrier de ses lecteurs vous place au même rang que les rédacteurs de la presse bourgeoise, qui répondent, eux, et il faut alors le clamer haut et fort : seul le mépris est révolutionnaire!

Floréal

Le forum féministe de Lannion



SAMEDI 16 février à Lannion, a eu lieu un forum intitulé « Le féminisme aujourd'hui, pourquoi et dans quelle société? ». Ce forum, organisé par le groupe Jes futuro a été un succès. Premier depuis un laps de temps très long à traiter de ce sujet dans le Trégor, il a fait venir une trentaine de personnes. Les deux intervenantes, Isa du groupe Jes futuro et Muriel du groupe Emma-Goldman de Bordeaux ont parlé de la situation actuelle des femmes dans le monde, de la nécessité d'un militantisme anarcha-féministe face aux régressions sociales. Muriel militante à la maison des femmes de Bordeaux, a plus spécifiquement décrit la situation actuelle des femmes subissant des violences. Nous la remercions vivement d'avoir fait dix heures de route pour nous faire bénéficier de ses connaissances et de son enthousiasme militant. Nous avons aussi regardé quelques extraits du film *Debout* qui retrace l'épopée du féminisme des années 70 à 80 et qui relate le témoignage de femmes ayant lutté à cette époque.

Le débat qui a suivi, très intéressant, a montré la nécessité d'une lutte qui, loin d'être ringarde, permettra de faire avancer les idées pour une égalité effective des femmes et des hommes. Que les deux personnes de la FA qui nous ont fait l'honneur de leur présence, exceptés les membres du groupe Jes futuro et Muriel en soient remerciés. Que Serge, Michel, Johan, Franck qui m'ont épaulée efficacement aussi!

Les conclusions de ce débat peuvent être les quelques mots de Samira, jeune fille d'origine marocaine, qui nous incite à motiver les femmes de son quartier à la lutte féministe et la création d'un groupe de femmes à orientation libertaire sur la région de Lannion.

Notre prochaine lutte féministe sera le surcollage par des affiches féministes des pubs sexistes (y'a du boulot!). Le fait que la contraception ne soit pas gratuite suivant le type de pilule utilisée, qu'aucun progrès n'ait été fait en matière de contraception masculine, que les violences faites aux femmes soient en recrudescence, même dans les pays dits civilisés, que le travail de nuit pour les femmes ait été de nouveau autorisé, montre que la lutte doit continuer. Et encore, ceci n'est que la partie visible de l'iceberg, qui, loin d'être en train de fondre, grandit. Alors, mettons-nous au travail!

Isa